

COMMUNE D'ETTERBEEK

GEMEENTE ETTERBEEK

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD
--

Séance du25.06.2007Zitting van**PRESENTS / AANWEZIGEN :**

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, Marie-Rose GEUTEN, MM./HH. Bernard de MARCKEN de MERKEN, Frank VAN BOCKSTAL, Jean-Luc ROBERT, Echevins/ Schepenen ; Mme/Mw. Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, MM./HH. Stéphane VAN VAERENBERGH, André du BUS de WARNAFFE, Laurent VLEMINCKX, Mme/Mw. Françoise CARTON de WIART, Gisèle MANDAILA, Rik JELLEMA, Ahmed M'RABET, Mmes/Mw Marie-Pascale MINET, Kathy MOTTET, MM./Dhren Nourdine TAYBI, Mme/Mw. Sandrine ES, MM/HH. Christophe GASIA, Mme/Mw. Christina KARKAN, MM/HH. Rik BAETEN, Patrick CUISINIER, Ibrahim HANNA, Mme/Mw. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, MM/HH Charles de BERGEYCK, Mme/Mw. Jacqueline BERGER, MM/HH. Jean CORNIL, Mme/Mw. Chantal HOORNAERT, Claire ALLARD, Conseillers communaux/ Gemeenteraads- leden ; M./Dhr. Christian DEBATY, Secrétaire Communal/Gemeentesecretaris.

Absents et excusés / afwezig en verontschuldigen :

M./Dhr Didier van EYLL, Mme/Mw. Françoise BERTIEAUX, MM./HH. Isi HALBERTHAL, Jean-Claude LAURENT, Jean LAURENT, Rachid MADRANE, Patrick LENAERS.

*Monsieur Ibrahim HANNA vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.
De heer Ibrahim HANNA wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.*

*Le point en urgence est adopté à l'unanimité et portera le numéro 30 de la séance publique.
Het punt in spoedeisendheid worden met éénparigheid van stemmen aangenomen en zal nummer 30 van de openbare zitting dragen.*

*La séance est ouverte à 20 h15.
De zitting wordt om 20 u 15 geopend.*

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**(1) Conseil communal - Règlement d'ordre intérieur - Modifications.
Gemeenteraad - Reglement van inwendige orde - Wijzigingen.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante.
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging.*

Le Conseil communal,

Vu le règlement d'ordre intérieur modifié par une délibération du Conseil communal du 20.03.2003;

Vu le règlement instaurant un temps d'interpellation du public adopté par le Conseil communal en date du 14.12.1989;

Vu l'ordonnance du 20.07.2006 relative au droit d'interpellation des habitants d'une commune insérant un nouvel article 89bis dans la Nouvelle Loi communale;

Considérant que le règlement du 14.12.1989 susmentionné doit dès lors être modifié et inséré dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Considérant que d'autres modifications de la Nouvelle Loi communale sont intervenues; que le règlement d'ordre intérieur doit dès lors être adapté en conséquence;

Considérant par ailleurs que certaines dispositions ont été jugées obsolètes et doivent dès lors également faire l'objet d'un toilettage;

Vu l'article 91 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

D'adopter les modifications suivantes :

	Ancien règlement	Nouveau règlement
Art. 1er		Ajout d'un § : Dans ce cas, l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal comprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.
Art. 3, al. 1er	Sauf le cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion, par "sept jours francs", il faut entendre que le jour de la réunion et celui de la convocation ne sont pas compris.	Sauf le cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique , au moins sept jours francs avant celui de la réunion. Par sept jours francs, il faut entendre que le jour de la réunion et celui de la convocation ne sont pas compris.
Al. 2	....	...
Al. 3	Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition sans déplacement des membres du Conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.	Les projets de délibération relatifs aux points mis à l'ordre du jour de la séance publique sont transmis en même temps que la convocation, ou dans les délais les plus brefs, aux membres du Conseil communal. Les autres pièces sont mises à leur disposition sans déplacement de celles-ci dès l'envoi de l'ordre du jour.
	Insertion, entre l'art. 4 et l'art. 5, des articles remplaçant le règlement relatif au droit d'interpellation des habitants d'une commune Article 1.¹ Un temps d'interpellation d'un quart d'heure est prévu pour les habitants ² , en début de séance du Conseil ³ . Chaque intervenant dispose d'un temps maximum de 5 minutes ⁴ . Article 2. Toute personne de 16 ans au moins, domiciliée dans la commune peut introduire, auprès du conseil communal, une demande d'interpellation à l'attention du collège ⁵ . Le droit d'interpellation tel que décrit dans le présent règlement ne s'applique pas aux Conseillers communaux ⁶ . Cette interpellation doit être faite par écrit et signée par minimum 20 personnes de 16 ans au moins, domiciliées dans la commune ⁷ . On y trouve le nom de l'intervenant et celui du groupe qu'il représente	

¹ Les articles doivent bien évidemment être renumérotés dans la suite logique du règlement d'ordre intérieur.

² Art. 1 ancien règlement

³ Art. 89 bis § 3 NLC

⁴ Art. 8 ancien règlement

⁵ Art. 89 bis § 1 NLC

⁶ Art. 7 ancien règlement

⁷ Art. 89 bis § 1 NLC

	<p>éventuellement, ainsi qu'un bref résumé de son exposé⁸. Chaque personne peut introduire maximum une interpellation par trimestre⁹. Le mois précédant les élections communales, les candidats à ces élections ne peuvent introduire d'interpellation¹⁰.</p> <p>Article 3. L'interpellation doit être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigée en français ou en néerlandais¹¹. Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des derniers 3 mois ou qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe¹².</p> <p>Article 4. La demande doit être remise au plus tard cinq jours francs avant la séance du Conseil communal. Elle doit être adressée au Bourgmestre et remise au service du Secrétariat communal (1^{er} étage de l'Hôtel communal).</p> <p>Article 5. Le Collège, après avoir déclaré la demande recevable, met l'interpellation à l'ordre du jour de la prochaine séance dans l'ordre chronologique de réception des demandes, étant entendu que trois interpellations au maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance¹³. Les interpellations non retenues car surnuméraires peuvent être représentées ultérieurement. Si, entre le dépôt de l'interpellation et la séance du Conseil, il n'est pas possible de réunir le Collège des Bourgmestre et Echevins, l'interpellation est remise à la séance du Conseil suivante.</p> <p>Article 6. La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant chaque séance¹⁴.</p> <p>Article 7. Le bourgmestre ou le membre du collège ayant ce point dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante¹⁵.</p> <p>Article 8. Un document reprenant le règlement d'ordre intérieur du Conseil sera communiqué pour information aux intervenants par le Secrétariat communal, lors de la remise de la demande d'intervention¹⁶. Toute personne intéressée peut consulter ce même document sur demande¹⁷. Le règlement est également repris sur le site internet de la commune.</p>
Art. 4	L'alinéa 1 ^{er} est complété comme suit : Il est également publié sur le site Internet de la commune.
Art. 5, al. 1er	Suppression du 1 ^{er} alinéa (cf. double emploi avec l'art. 3 : " <i>Outre l'application de l'article 84 de la nouvelle loi communale, les projets de délibération relatifs aux points portés à l'ordre du jour de la séance publique sont transmis en même temps que la convocation, soit dans les plus brefs délais, aux membres du Conseil</i> ").
Art. 5, al.	Suppression du début de la phrase " <i>En application de</i>

⁸ Art. 5 ancien règlement

⁹ Art. 7 ancien règlement

¹⁰ Art. 7 ancien règlement

¹¹ Art. 89 bis § 1 al. 2 NLC

¹² Art. 89 bis § 2 al. 2 NLC

¹³ Art. 89 bis § 2 al. 1 NLC

¹⁴ Art. 89 bis § 1 al. 3 NLC

¹⁵ Art. 89 bis § 3 NLC

¹⁶ Art. 9 ancien règlement

¹⁷ Art. 9 ancien règlement

2 Art. 5, dernier alinéa		<p>la circulaire du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction Publique du 19 janvier 1990 (M.B. 25 janvier 1990)".</p> <p>Suppression du dernier alinéa : "L'administration délivrera, à leur demande, aux Conseillers, la photocopie des documents d'intérêt communal tel que définis ci-dessus, moyennant paiement d'une indemnité de deux francs par copie".</p>
Art. 5 ter	Le Collège des Bourgmestre et Echevins répond directement à l'auteur de la question, dans un délai raisonnable	<p>Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception.</p> <p>Ajout d'un par. : Si une question ne pouvait être posée dans le respect des délais parce qu'il s'agit d'une question d'actualité nécessitant une réponse urgente, elle pourra être déposée de façon succincte le jour du Conseil à midi au plus tard. Il y sera répondu en comité secret.</p>
Art. 6		Ajouter : ...noter les présences des membres aux séances du Conseil...
Art. 7 bis	<p><u>Al. 2</u> : Le Roi fixe les critères déterminant la qualité de Conseiller handicapé.</p> <p><u>Dernier alinéa</u> : Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance dispose des mêmes moyens et est soumise aux mêmes obligations que le Conseiller. Elle n'a toutefois pas droit à des jetons.</p>	<p>Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixe les critères déterminant la qualité de Conseiller handicapé.</p> <p>Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance est soumise aux mêmes obligations et dispose des mêmes moyens que le Conseiller, en ce compris la perception de jetons de présence.</p> <p>Le Gouvernement arrête les types de handicaps donnant droit à l'assistance du conseiller par une personne spécialement qualifiée, ainsi que le mode et le montant de la rémunération de cette dernière à charge de la commune.</p> <p>Cette personne ne devra pas nécessairement être choisie parmi les électeurs de la commune, ni satisfaire aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, ni encore prêter le serment prévu à l'article 80 de la Nouvelle Loi communale. De sa rémunération est déduite celle qu'elle tire éventuellement des aides offertes par d'autres autorités publiques pour l'assistance aux personnes handicapées.</p>
Art. 10	<p>...procès-verbal...</p> <p>Il est en outre mis à la disposition des Conseillers sept jours francs au moins avant le jour de la séance, au service du Secrétariat communal, de 8 heures à 11.30 heures, les jours ouvrables sauf le samedi.</p>	<p>Suppression du 1^{er} alinéa : "A l'ouverture de chaque séance, le texte des résolutions prises lors de la séance précédente est déposé sur les bancs du Conseil communal".</p> <p>Il est en outre mis à disposition des conseillers, dans les mêmes délais, au service du secrétariat communal, pendant les heures normales de bureau, les jours ouvrables, du lundi au vendredi.</p> <p>A l'al. suivant : ajout d'une 2^{ème} phrase : Il n'est pas donné lecture, à l'ouverture des réunions du Conseil communal, du procès-verbal de la réunion précédente.</p>
Art. 16	Le Président a la police de l'assemblée.	Cet article est remplacé par la disposition suivante : Le Président intervient :

	<p>Tout membre qui, contre la décision du Président, s'efforce de conserver la parole est considéré comme troublant l'ordre.</p> <p>Ceci vaut également pour ceux qui prennent la parole sans l'avoir demandée et obtenue.</p> <p>Toute parole injurieuse, toute assertion blessante ou toute allusion personnelle est considérée comme troublant l'ordre.</p>	<p>De façon préventive, en accordant la parole, en la retirant au membre du Conseil communal qui persiste à s'écarter du sujet, en mettant aux voix les points de l'ordre du jour;</p> <p>De façon répressive, en retirant la parole au membre du Conseil qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, en suspendant la réunion ou en la levant. Sont notamment considérés comme troublant la sérénité de la réunion du Conseil communal, ses membres :</p> <p>Qui prennent la parole sans que le Président la leur ait accordée,</p> <p>Qui conservent la parole alors que le Président la leur a retirée,</p> <p>Ou qui interrompent un autre membre du Conseil pendant qu'il a la parole.</p> <p>Tout membre du Conseil communal qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le Président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.</p> <p>Enfin, le Président pourra également exclure le membre du Conseil de la réunion si celui-ci excite au tumulte de quelque manière que ce soit.</p>
Art. 21		Ajout d'un dernier alinéa : Si le vote est public, le procès-verbal de la réunion du Conseil communal indique, pour chaque membre du Conseil, s'il a voté en faveur de la proposition ou s'il a voté contre celle-ci ou s'il s'est abstenu.
Art. 29		Ajout d'un alinéa : Il est tenu au moins une fois par an une réunion de la commission réunie du Conseil communal et Conseil de l'Action sociale.
		Insertion de nouveaux articles relatifs au droit d'interpellation du public et abrogation de l'ancien règlement. (entre les art. 4 et 5 du ROI ?)
		Tous les articles seront renumérotés et les bis et ter supprimés.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement van inwendige orde gewijzigd door een beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.03.2003;

Gelet op het reglement houdende de instelling van een interpellatietijd goedgekeurd door de Gemeenteraad van 14.12.1989;

Gelet op de ordonnantie van 20.07.2006 met betrekking op het interpellatierecht van de inwoners van een gemeente houdende de inlassing van een nieuw artikel 89bis in de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het voornoemd reglement van 14.12.1989 dientengevolge gewijzigd en ingelast moet worden in het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad;

Overwegende dat andere wijzigingen van de Nieuwe Gemeentewet tussengekomen zijn; dat het reglement van inwendige orde dientengevolge gewijzigd moet worden;

Overwegende bovendien dat sommige schikkingen als verouderd werden beschouwd en dus ook het voorwerp van een aanpassing moeten uitmaken;

Gelet op artikel 91 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De volgende wijzigingen aan te brengen:

Art. 1. Toevoeging van een §: *In dit geval, bevat de dagorde van de Gemeenteraad, als eerste prioriteit, de punten aangeduid door de aanvragers van de vergadering.*

Art. 3.

al.1 Behalve in spoedeisende gevallen, moet de oproeping *schriftelijk, per drager aan huis, per fax of per elektronische post* uitgevoerd worden voor die van de vergadering. Onder zeven vrije dagen dient men te verstaan dat de dag van de vergadering en die van de oproeping niet inbegrepen zijn.

al.3 *De ontwerp-beslissingen met betrekking op de punten van de dagorde van de openbare zitting worden samen met de oproepingsbrief overhandigd, of binnen de kortste tijd, aan de leden van de Gemeenteraad. De andere stukken worden ter hunner beschikking gesteld zonder verlegging van dezen vanaf het opsturen van de dagorde.*

Invoeging, tussen art. 4 en art. 5, van artikels die het reglement met betrekking op het interpellatierecht van de inwoners van een gemeente vervangen.

Artikel 1.

Een interpellatietijd van een kwartier is voor de inwoners voorzien, in het begin van de zitting van de Raad. Elke tussenkomenende heeft recht op maximum 5 minutes.

Artikel 2.

De personen die in de gemeente wonen en ten minste 16 jaar oud zijn mogen bij de Gemeenteraad een interpellatie indienen ter attentie van het College.

Het interpellatierecht zoals beschreven in onderhavig reglement geldt niet voor de Gemeenteraadsleden.

Deze interpellatie moet schriftelijk opgemaakt worden en door een minimum van 20 personen ondertekend worden, die minstens 16 jaar oud zijn en die in de gemeente verblijven. Men zal er telkens de naam van de tussenkomenende en van de groep die hij vertegenwoordigt terugvinden alsook een kort verslag van zijn uiteenzetting. Elk persoon mag maximum één interpellatie per trimester indienen.

De maand voorafgaande de gemeenteverkiezingen, mogen de kandidaten voor deze verkiezingen geen interpellatie indienen.

Artikel 3.

De interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, en mag geen uitsluitend privé-belang hebben en moet in het Frans of in het Nederlands opgemaakt worden.

Is niet ontvankelijk, de interpellatie met betrekking op een materie die moet worden behandeld met gesloten deuren, of die al reeds op de dagorder van de Raad vermeld staat, die al het voorwerp uitgemaakt heeft van een interpellatie tijdens de laatste 3 maanden of die de mensenrechten niet eerbiedigt, of die een racistisch of xenofob karakter bezit.

Artikel 4.

De aanvraag moet ten laatste vijf vrije dagen voor de zitting van de Gemeenteraad ingediend worden. Deze moet aan de Burgemeester opgestuurd worden en aan het Gemeentesecretariaat overhandigd worden (1ste verdiep van het Gemeentehuis).

Artikel 5.

Het College zal, indien de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, de interpellatie op de dagorde van de volgende zitting in de chronologische volgorde van ontvangst van de aanvragen zetten, met dien verstande dat er maximum drie interpellaties mogen ingeschreven worden op de dagorde van eenzelfde zitting.

De interpellaties die niet weerhouden werden want overtalig mogen later terug voorgelegd worden.

Als het tussen het indienen van de interpellatie en de zitting van de Raad niet mogelijk is om het College van Burgemeester en Schepenen bijeen te brengen, zal de interpellatie naar de volgende zitting van de Raad overgebracht worden.

Artikel 6.

De lijst van de interpellatieaanvragen wordt aan de leden van de Gemeenteraad medegedeeld vóór elke zitting van de Raad.

Artikel 7.

De Burgemeester of het lid van het College wie over de bevoegdheden van dit punt beschikt, antwoordt tijdens de zitting op de interpellatie.

Artikel 8.

Een document met het reglement van inwendige orde van de Raad zal voor informatie medegedeeld worden aan de tussenkomenende door het Gemeentesecretariaat, tijdens de teruggave van de interpellatieaanvraag.

De geïnteresseerde personen kunnen dit document op aanvraag raadplegen.

Het reglement is ook beschikbaar op de website van de Gemeente.

Art.4.

Alinea 1 wordt als volgt bijgevoegd: **Hij is ook beschikbaar op de gemeentelijke Website.**

Art. 5 Al.

Afschaffing van de eerste alinea (cf wegens dubbel gebruik met art. 3). *«Behoudens de toepassing van artikel 84 van de Nieuwe Gemeentewet, worden de ontwerpen van de beraadslagingen ingeschreven op de agenda van de openbare zitting, gelijktijdig overgemaakt met de oproeping, hetzij binnen de kortst mogelijke termijn aan de leden van de Raad».*

Art. 5 Al.

Afschaffing van het begin van de zin: *«In toepassing van de omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbare Ambt van 19 januari 1990 (B.S. van 25 januari 1990).*

Art. 5

Laatste alinea

Afschaffing van de laatste alinea: *«Het Bestuur zal op hun aanvraag aan de Raadsleden een afschrift van de documenten van gemeentelijk belang afleveren, zoals hierboven beschreven, mits de betaling van een vergoeding van 0,05 cent per afschrift».*

Art. 5 ter

Men geeft een antwoord aan de geschreven vragen binnen de maand van hun inontvangstneming.

Toevoeging van een paragraaf: *Indien een vraag niet kon gesteld worden in het respect van de naleving van de termijnen omdat het om een vraag gaat betreffende de actualiteit die een dringende antwoord vereist, zou de vraag kort en bondig kunnen gesteld worden op de dag van de Raad voor 12u ten laatste.*

Art. 6

Bijvoegen: ... nota nemen van de aanwezigheid van de leden *aan de zittingen van de Gemeenteraad.*

Art.7 bis

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest legt de criteriums vast houdende de bepaling van de bevoegdheid van een Raadslid met een handicap.

Bij het verlenen van bijstand wordt de vertrouwenspersoon onderworpen aan dezelfde verplichtingen dan het en beschikt over dezelfde middelen dan het Raadslid *en dit met inbegrip van het innen van presentiegelden.*

De Regering stelt de types van handicap vast die recht aan bijstand aan het lid geven door middel van een persoon hiervoor in het bijzonder geschikt, alsook de wijze en het bedrag van de bezoldiging van deze laatste op last van de Gemeente.

Dit persoon moet niet noodzakerlijkerwijs gekozen worden tussen de kiezers van de Gemeente, noch voldoen aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voor het mandaat van Gemeenteraadslid, noch de eed afleggen voorzien aan artikel 80 van de Nieuwe Gemeentewet. Van zijn bezoldiging wordt afgetrokken wat hij eventueel zou trekken voor de steun aangeboden door andere overheden voor de bijstand aan gehandicapte personen.

Art.10 Afschaffing van de 1ste alinea:

«Bij de opening van elke vergadering worden de teksten van de beslissingen genomen tijdens de vorige vergaderingen op de banken van de Gemeenteraad neergelegd».

Bovendien worden zij ter beschikking gesteld voor de raadsleden, in dezelfde termijnen, in de dienst van het gemeentelijk secretariaat, **tijdens de kantooruren**, de werkdagen, **van maandag tot vrijdag**.

Aan de volgende alinea:een tweede zin bijvoegen: **Bij de opening van de vergaderingen van de Gemeenteraad wordt er geen oplezing gegeven van het proces-verbaal van de vorige vergadering.**

Art. 16

Dit artikel wordt vervangen door de volgende schikking:

De Voorzitter komt tussenbeide:

Preventief, door het woord te laten, of door het terug in te trekken aan het lid van de Gemeenteraad die voortdurend afdwaalt van het onderwerp, door te stemmen voor de punten op de dagorde;

Repressief, door het woord van het lid in te trekken die de orde van de vergadering verstoort, door hem terug tot orde te roepen, door de vergadering op te schorten of door ze op te heffen worden in het bijzonder beschouwd als storende de rust van de vergadering van de Gemeenteraad, de leden:

Die het woord nemen zonder dat de Voorzitter hen de toestemming gegeven heeft,

Die het woord houden terwijl de voorzitter het hun ontnomen heeft

Of die een andere lid van de Raad onderbreken terwijl deze het woord heeft,

Elk lid van de Gemeenteraad die een terechtwijzing gekregen heeft mag zich rechtvaardigen, zodat de Voorzitter beslist of de terechtwijzing al of niet ingetrokken wordt.

Tenslotte, mag de Voorzitter ook het lid van de Raad van de vergadering uitsluiten indien deze aanzet tot wanorde om het even de wijze.

Art. 21 Toevoeging van een laatste alinea : *Indien de stemming openbaar is, duidt het proces-verbaal van de vergadering van de Gemeenteraad voor elk lid van de Raad aan, of hij voor of tegen het voorstel gestemd heeft of hij zich onthouden heeft.*

Art. 29 Toevoeging van een alinea:

Er wordt minstens één keer per jaar een vergadering van de Verenigde Commissie van de Gemeenteraad en de Raad voor Maatschappelijk welzijn gehouden.

Toevoeging van nieuwe artikels met betrekking op het interpellatierecht van het publiek en intrekking van het oude reglement (tussen art. 4 en 5 van DE KONING ?)

Al de artikels zullen opnieuw genummerd worden en de bis en ter worden afgeschaft.

**(2) Secrétariat - Règlement général de Police - Modifications.
Secretariaat - Algemeen Politiereglement - Wijzigingen.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante.
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging.*

Le Conseil communal,

Vu le règlement général de police, arrêté le 20.02.2006;

Vu la loi du 25 janvier 2007 visant à réprimer le graffiti et la dégradation des propriétés immobilières et modifiant la nouvelle loi communale (MB 20/02/2007) ;

Vu les modifications apportées à l'article 119 bis de la nouvelle loi communale :

1° au § 2, alinéa 3, les mots « 534 bis, 534 ter » sont insérés entre le mot « 526 » et le mot « 537 » ;

2° au § 7, 1°, les mots « 534 bis, 534 ter, » sont insérés entre le mot « 526 » et le mot « 537 » ;

3° au § 8, alinéa 2, les mots « 534 bis, 534 ter » sont insérés entre le mot « 526 » et le mot « 537 » ;

4° au § 8 bis, les mots « 534 bis, 534 ter, » sont insérés entre le mot « 526 » et le mot « 537 » ;

Considérant que l'insertion d'un article 534 bis dans le Code pénal transforme le graffiti, auparavant infraction purement pénale, en infraction mixte de 2^{ème} catégorie ; qu'il n'existe donc plus, dans le Règlement général de police d'Etterbeek, d'infractions purement pénales ; qu'il convient donc de supprimer le Titre V dudit règlement ;

Considérant que, suite à l'insertion d'un article 534 ter dans le Code pénal, il doit également être fait référence aux propriétés immobilières dans l'article 94 du Règlement général de police ;

Considérant qu'il y a également lieu de rectifier une erreur matérielle insérée dans les articles 24 et 70 du Règlement général de police ;

DECIDE

De modifier comme suit le règlement général de police précité :

1^{ère} modification :

Article 6 – Autorité compétente – Sanctions : suppression de l'article 6.b.3

Ancien article 6 :

Autorité compétente :

Le Collège des Bourgmestre et Echevins et/ou le Bourgmestre, chacun dans le cadre de ses compétences spécifiques conférées par la loi communale ou des réglementations spécifiques.

Sanctions :

Toutes les infractions aux autorisations délivrées par l'autorité compétente et visées au Titre II du présent règlement (Activités soumises à autorisation) sont passibles des sanctions suivantes :

- suspension administrative de l'autorisation ou permission ;
- retrait administratif de l'autorisation ou permission ;
- fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif ;

Toute personne ayant commis une infraction visée aux Titres III et IV du présent règlement (Incivilités et Infractions mixtes), ainsi que l'absence d'autorisation pour les activités soumises à autorisation (Titre II), sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 13/05/1999, modifiée à plusieurs reprises, à savoir 250 EUR maximum si elle est majeure et 125 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis ;

Toute personne ayant commis une infraction visée au Titre V du présent règlement (Infractions pénales) sera punie d'une amende pénale d'un montant compris entre 25 EUR et 130 EUR ;

Lorsqu'une même infraction est commise dans les douze mois de la commission de la première infraction, il y a récidive pour l'application du taux de l'amende administrative prévu par la loi ;

Nouvel article 6 :

a. Autorité compétente :

Le Collège des Bourgmestre et Echevins et/ou le Bourgmestre, chacun dans le cadre de ses compétences spécifiques conférées par la loi communale ou des réglementations spécifiques.

b. Sanctions :

1. Toutes les infractions aux autorisations délivrées par l'autorité compétente et visées au Titre II du présent règlement (Activités soumises à autorisation) sont passibles des sanctions suivantes :

- suspension administrative de l'autorisation ou permission,
- retrait administratif de l'autorisation ou permission,
- fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

2. Toute personne ayant commis une infraction visée aux Titres III et IV du présent règlement (Incivilités et Infractions mixtes), ainsi que l'absence d'autorisation pour les activités soumises à autorisation (Titre II), sera

punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 13/05/1999, modifiée à plusieurs reprises, à savoir 250 EUR maximum si elle est majeure et 125 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis. Lorsqu'une même infraction est commise dans les douze mois de la commission de la première infraction, il y a récidive pour l'application du taux de l'amende administrative prévu par la loi.

2^{ème} modification :

TITRE V – INFRACTIONS PENALES : suppression du TITRE V et de son unique article, l'article 99

Ancien article 99

Sans autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur tout endroit du domaine public, ainsi que :

- sur tout objet d'utilité publique ;
- dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.
- sur les façades jouxtant le domaine public.

3^{ème} modification :

Chapitre II - INFRACTIONS DE DEUXIEME CATEGORIE : modification de l'article 94 et ajout d'un nouvel article 99

Ancien article 94

Il est interdit d'endommager ou de détruire volontairement les propriétés mobilières d'autrui.

Nouvel article 94

§ 1) Il est interdit d'endommager ou de détruire volontairement la propriété mobilière d'autrui.
 § 2) Il est interdit de dégrader volontairement les propriétés immobilières d'autrui.

Ajout d'un nouvel article 99

Sans autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de réaliser des graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers.

4^{ème} modification :

TITRE II- ACTIVITES SOUMISES A AUTORISATION : Section 9-article 24,1^o : correction d'une erreur matérielle

Ancien article 24, 1^o

Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit diurne fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra être de nature à troubler la tranquillité des habitants s'il est audible sur la voie publique.

Nouvel article 24,1^o

Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, il est interdit de troubler la tranquillité des habitants par tout bruit diurne fait à l'intérieur des établissements accessibles au public et audible sur la voie publique.

5^{ème} modification :

CHAPITRE III – TRANQUILITE PUBLIQUE - Article 70 : correction d'une erreur matérielle

Ancien article 70

Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit diurne fait à l'intérieur des propriétés privées ne pourra être de nature à troubler la tranquillité des habitants s'il est audible sur la voie publique.

Nouvel article 70

Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, il est interdit de troubler la tranquillité des habitants par tout bruit diurne fait à l'intérieur des propriétés privées et audible sur la voie publique.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

De Gemeenteraad,

Gelet op de algemene politiereglement dat door de gemeenteraad werd bekrachtigd in vergadering van 20.02.2006;

Gelet op de wet van 25/01/2007 tot bestraffing van graffiti en van beschadiging van onroerende eigendommen en tot wijziging van de nieuwe gemeentewet (M.B. 20/02/2007);

Gelet op de wijzigingen die werden aan het artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet aangebracht;

1° in § 2, derde lid, worden de woorden « 534 bis, 534 ter » ingevoegd tussen het woord « 526 » en het woord « 537 » ;

2° in § 7, 1°, worden de woorden « 534 bis, 534 ter, » ingevoegd tussen het woord « 526 » en het woord « 537 » ;

3° in § 8, tweede lid, worden de woorden « 534 bis, 534 ter » ingevoegd tussen het woord « 526 » en het woord « 537 » ;

4° in § 8 bis, worden de woorden « 534 bis, 534 ter, » ingevoegd tussen het woord « 526 » en het woord « 537 » ;

Overwegende dat de invoeging van een artikel 534 bis in het Strafwetboek de graffiti, die eerst een louter strafrechtelijke inbreuk was, in een gemengde overtreding van 2de categorie verandert; dat er dus in het Algemeen Politiereglement van Etterbeek geen strafrechtelijke inbreuken meer bestaan; dat het dus geschikt is Titel V van zogenoemde reglement af te schaffen;

Overwegende dat, naar aanleiding van de invoeging van een artikel 534 ter in het Strafwetboek, men ook moet verwijzen naar de onroerende eigendommen in artikel 94 van het Algemeen Politiereglement;

Overwegende dat ook een materiële vergissing ingelast in artikels 24 en 70 van het Algemeen Politiereglement dient gewijzigd te worden;

BESLIST

het Algemeen Politiereglement te wijzigen en de nieuwe tekst als volgt te wijzigen :

1^{ste} wijziging :

Artikel 6 – Bevoegde overheid – Sancties : afschaffing van artikel 6.b.3

Oud artikel 6

Bevoegde overheid :

Het College van Burgemeester en Schepenen en/of de Burgemeester, elk in het kader van hun specifiek door de nieuwe gemeentewet of door de bijzondere reglementen toegewezen bevoegdheden.

Sancties :

Alle inbreuken op de vergunningen afgeleverd door de bevoegde overheid en bedoeld in Titel II van onderhavig reglement (Activiteiten onderworpen aan toestemming) zijn vatbaar voor volgende sancties:

- administratieve schorsing van de toestemming of vergunning
- administratieve intrekking van de toestemming of vergunning
- tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een etablissement

2. Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd zoals bedoeld in de Titels III en IV van onderhavig reglement (Onwillevendheden en gemengde Overtredingen), evenals de afwezigheid van een vergunning voor de activiteiten onderworpen aan toestemming (Titel II), zal bestraft worden met een administratieve boete waarvan de hoogte voorzien wordt door de wet van 13.05.1999, meermaals gewijzigd, te weten maximum 250 EUR indien hij meerderjarig is en maximum 125 EUR indien hij minderjarig is en de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd bedoeld in Titel V van onderhavig reglement (strafrechtelijke inbreuken) zal worden beboet met een geldboete waarvan het bedrag begrepen is tussen 25 EUR en 130 EUR.

Indien dezelfde inbreuk wordt begaan binnen de twaalf maanden na het begaan van de eerste inbreuk, is er herhaling voor de toepassing van de bij wet bepaalde administratieve boete.

Nieuw artikel 6 :

a Bevoegde overheid :

Het College van Burgemeester en Schepenen en/of de Burgemeester, elk in het kader van hun specifiek door de nieuwe gemeentewet of door de bijzondere reglementen toegewezen bevoegdheden.

b Sancties :

1. Alle inbreuken op de vergunningen afgeleverd door de bevoegde overheid en bedoeld in Titel II van onderhavig reglement (Activiteiten onderworpen aan toestemming) zijn vatbaar voor volgende sancties:

- administratieve schorsing van de toestemming of vergunning
- administratieve intrekking van de toestemming of vergunning
- tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een etablissement

2. Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd zoals bedoeld in de Titels III en IV van onderhavig reglement (Onwillevendheden en gemengde Overtredingen), evenals de afwezigheid van een vergunning voor de activiteiten onderworpen aan toestemming (Titel II), zal bestraft worden met een administratieve boete waarvan de hoogte voorzien wordt door de wet van 13.05.1999, meermaals gewijzigd, te weten maximum 250 EUR indien hij meerderjarig is en maximum 125 EUR indien hij minderjarig is en de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

3. Indien dezelfde inbreuk wordt begaan binnen de twaalf maanden na het begaan van de eerste inbreuk, is er herhaling voor de toepassing van de bij wet bepaalde administratieve boete.

2^{de} Wijziging

TITEL V – STRAFRECHTERLIJKE INBREUKEN : afschaffing van titel V en zijn uniek artikel, het artikel 99

Oud artikel 99

Zonder voorafgaande vergunning van de bevoegde overheid is het verboden alle tekens of opschriften te maken met welk product dan ook, op elke plaats van het openbaar domein, alsook:

op elk voorwerp van openbaar nut ;

in de galerijen en doorgangen op private grond die voor het publiek toegankelijk zijn ;

3^{de} wijziging :

HOOFDSTUK II – INBREUKEN VAN TWEEDE CATEGORIE : wijziging van artikel 94 en toevoegsel van een artikel 99

Oud artikel 94

Het is verboden andermans roerende goederen opzettelijk te beschadigen of te vernielen.

Nieuw artikel 94

§ 1 Het is verboden andermans roerende goederen opzettelijk te beschadigen of te vernielen.

§ 2 Het is verboden opzettelijk andermans onroerende eigendommen te beschadigen.

Toevoegsel van een nieuw artikel 99

Zonder voorafgaande vergunning van de bevoegde overheid, is het verboden graffiti op roerende of onroerende goederen aan te brengen.

4^{de} wijziging :

TITEL II- ACTIVITEITEN ONDERWORPEN AAN TOESTEMMING - Afdeling 9: artikel 24,1° : verbetering van een materiële fout

Oud artikel 24, 1°

Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de strijd tegen geluidshinder, mag geluid binnen de voor het publiek toegankelijke etablissementen, overdag de kalmte en de rust van de bewoners niet verstoren als het hoorbaar is op de openbare weg.

Nieuw artikel 24,1°

Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de strijd tegen geluidshinder, is het verboden de rust van de inwoners te verstoren met geluidshinder overdag in de instellingen toegankelijk voor het publiek en die hoorbaar is op de openbare weg.

5^{de} wijziging :

HOOFDSTUK III- DE OPENBARE RUST - Artikel 70 : verbetering van een materiële fout

Oud artikel 70

Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de strijd tegen geluidshinder, mag geluid binnen de private eigendommen, overdag, de kalmte en de rust van de bewoners niet verstoren als het hoorbaar is op de openbare weg.

Nieuw artikel 70

Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de strijd tegen geluidshinder, is het verboden de rust van de inwoners te verstoren met geluidshinder overdag binnen de privé-eigendommen en die hoorbaar is op de openbare weg.

Onderhavige beraadslaging zal overhandigd worden, voor beschikking, aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**(3) Secrétariat - Régie communale autonome d'Etterbeek - Statuts - Modifications.
Secretariaat - Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek - Statuten - Wijzigingen.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante.
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging.*

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 19.05.2003 portant approbation des statuts de la Régie communale autonome etterbeekoise;

Considérant qu'en vertu de l'article 13 des statuts, le Président doit être conseiller communal;

Considérant que, dans un souci d'ouverture, il serait opportun d'ouvrir ce mandat à tous les membres du Conseil d'administration, y compris ceux qui ne sont pas conseillers communaux;

Considérant qu'il convient également de préciser l'objet de la Régie communale autonome d'Etterbeek ;

Vu l'article 263 ter de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

De modifier les statuts de la Régie communale autonome d'Etterbeek comme suit :

- Insérer à l'article 3 : « la gestion d'un parking public »
- La deuxième partie du 2^{ème} alinéa de l'article 13 est supprimée, à savoir "le secrétaire ne doit pas être membre du Conseil communal si le président doit être, en vertu du premier alinéa, un membre du conseil communal".

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19.05.2003 houdende de goedkeuring van de statuten van de etterbeekse autonome gemeentebedrijf;

Overwegende dat krachtens artikel 13 van de statuten, de Voorzitter een gemeenteraadslid moet zijn;

Overwegende dat, in de zorg voor meer openheid, het geschikt zou zijn om dit mandaat aan al de leden van de Gemeenteraad voor te stellen, met inbegrip van al diegene die geen gemeenteraadslid zijn;

Overwegende dat het zou geschikt zijn om het onderwerp van de etterbeekse autonome gemeentebedrijf te verduidelijken ;

Gelet op artikel 16ter van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De statuten van de etterbeekse autonome gemeentebedrijf als volgt te wijzigen :

- Bij artikel 13 het volgede te toeven : « het beheer van een openbare parking »
- Het tweede deel van alinea 2 van artikel 13 is afgeschaft, te weten «de Secretaris moet geen lid van de Gemeenteraad zijn indien de Voorzitter, krachtens de eerste alinea, een lid van de Gemeenteraad moet zijn."

- (4) Personnel communal - Agents contractuels subventionnés - Attribution de 8 emplois contractuels subventionnés supplémentaires à la commune d'Etterbeek (arrêté du gouvernement de Bruxelles-Capitale du 21/12/2006) - ACS dits ""Rotatifs"" - Modification du cadre. Gemeentepersoneel - Gesubsidieerde contractuele agenten - Toewijzing van 8 aanvullende betrekkingen aan de gemeente Etterbeek (regeringsbesluit van Brussel-Hoofdstad van 21/12/2006) - GECO ""rotatie"" - Wijziging van het kader.**

A l'unanimité des voix le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 19 décembre 2005 portant modification du cadre des contractuels subventionnés, suite à la répartition des points et subventions attribués à l'Administration communale d'Etterbeek, rendue exécutoire par la lettre de la Tutelle du Ministère de la Région Bruxelles-Capitale du 14/02/2006 (réf. 005-2006/159-iv) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30/03/2007 attribuant 8 emplois ACS supplémentaires, réparti dans les secteurs prioritaires suivants :

- l'accueil de la petite enfance
- la sécurité et la prévention
- le nettoyage des voiries

Considérant que ces emplois seront intégré dans la convention ACS suivant l'arrêté royal n° 474 du 28/10/1986, une nouvelle catégorie d'ACS dits « rotatifs », engagés dans les liens d'un contrat de travail de maximum deux ans et qui devront suivre obligatoirement une formation professionnelle pendant les heures de service. ;

Considérant que l'engagement d'un agent contractuel subventionné « rotatif » sera comblé par une prime annuelle de 22.808 € par poste ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives, dont protocole en annexe ;

Vu l'accord du comité d'accompagnement ;

Vu les articles 95, 100, 117 et 145, de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

- De modifier le cadre contractuels subventionnés suite à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21/12/2006 ;
- D'attribuer 8 emplois ACS supplémentaires « rotatifs » réparti comme suit :
 - 4 emplois pour la sécurité et la prévention
 - 4 emplois pour les missions de propreté publique

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'O.R.B.E.M., à M. le Receveur communal et au service Gestion des Ressources Humaines.

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van 19 december 2005, houdende wijziging van het kader van de gesubsidieerde contractuele agenten, naar aanleiding van de verdeling van de punten en subsidies toegekend aan het Gemeentebestuur van Etterbeek, uitvoerbaar geworden door het schrijven van de Toezichthoudende Dienst van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14/02/2006 (ref : 005-2006/159-iv) ;

Gelet het Regeringsbesluit van het Gewest Brussel Hoofdstad van 30/03/2007 houdende de toewijzing van 8 aanvullende betrekkingen, verdeelt , met voorrang, over de volgende sectoren :

- het onthaal van kinderen
- veiligheid en preventie
- openbare netheid

Overwegende dat deze betrekkingen geïntegreerd zullen worden in de GECO overeenkomst van het besluit nr 474 van 28/10/1986, een nieuwe categorie van GECO genaamd, « rotatie » ;

Dat deze personen zullen aangenomen worden in de hoedanigheid van een arbeidsovereenkomst van maximum 2 jaar en dat ze verplicht zullen zijn om een professionele vorming te volgen tijdens de diensturen ;

Overwegende dat er voor de aanwerving van een gesubsidieerde contractuele agent « rotatie » een tegemoetkoming zal zijn van een jaarlijkse premie, vastgesteld op 22.808 euros per post ;

Overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties waarvan protocol in bijlage ;

Gezien het akkoord van het begeleidingscomite ;

Gelet op artikels 95, 100, 117 en 145 van de nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT

- om het kader van de Gesubsidieerde contractuele agenten **te wijzigen** naar aanleiding van het Regeringsbesluit van het Gewest Brussel-Hoofdstad van 21/12/2006 ;
- om 8 aanvullende gesubsidieerde contractuele « rotatie » betrekkingen **toe te wijzen**, verdeelt als volgt :
 - 4 betrekkingen voor de veiligheid en preventie ;
 - 4 betrekkingen voor de openbare netheid ;

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de B.G.D.A., aan de H. Gemeenteontvanger en aan de Personeeldienst.

Voir annexe – Zie bijlage.

- (5) Personnel - Circulaire régionale relative à l'insertion professionnelle des jeunes issus de l'alternance au sein des administrations locales - Création de 3 emplois à temps partiel d'ouvrier auxiliaire issu de l'alternance,**
Personeel - Gewestelijke omzendbrief betreffende de beroepsinschakeling van jongeren uit het alternerend onderwijs in de lokale besturen - Schepping van 3 deeltijdse betrekkingen van hulpwerkmannen uit het alternerend onderwijs.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et

parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la circulaire régionale du 7 mai 2007 relative à l'insertion professionnelle des jeunes issus de l'alternance au sein des administrations locales ;

Considérant que les jeunes suivant une formation en alternance (CEFA) sont confrontés à des difficultés pour trouver un lieu de stage ;

Considérant que cette circulaire propose donc aux administrations locales de subventionner la prise en charge de maximum 3 jeunes de moins de 26 ans suivant une formation en alternance dans un des 10 centres CEFA reconnus de Bruxelles ;

Considérant que ces 3 jeunes seraient recrutés par un contrat de travail du type Convention Premier Emploi (ex-Roseta), d'une durée de minimum 1 an, avec un horaire de maximum 22h30/semaine pour leur permettre de suivre les cours au centre CEFA ;

Considérant que ces 3 jeunes seront suivis par une personne ressource de l'école et un tuteur travaillant sur le lieu du stage ;

Considérant que la subvention de 10.000€ par an et par jeune engagé couvre presque l'entièreté du coût salarial ;

Considérant que la priorité sera donnée au secteur ouvrier car celui-ci subit une pénurie manifeste de main d'œuvre qualifiée ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis au Comité d'accompagnement qui a marqué son accord ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter la création de 3 emplois d'Ouvrier auxiliaire issu de l'alternance (niveau E), engagés dans les liens d'un contrat de travail, de type Convention Premier Emploi, à temps partiel (22h30/sem).

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Service du Personnel.

De Gemeenteraad,

Gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

Gezien de gewestelijke omzendbrief van 7 mei 2007 betreffende de beroepsinschakeling van jongeren uit het alternerend onderwijs in de gemeentebesturen ;

Overwegende dat het moeilijk is voor jongeren die een alternerende vorming volgen (CDO/CDV) om een stageplaats te vinden ;

Overwegende dat deze omzendbrief aan de lokale besturen voorstelt om de aanwerving van maximum 3 jongeren, jonger dan 26 jaar en die een alternerend vorming volgen in een van de 10 Brusselse erkende CDO/CDV centrum, te subsidiëren ;

Overwegende dat deze 3 jongeren zullen aangeworven worden in de hoedanigheid van een startbaanovereenkomst, voor een minimumduur van 1 jaar, met een uurrooster van maximum 22u30/week, zodanig dat ze de lessen van het CDO/CDV centrum kunnen blijven volgen ;

Overwegende dat deze 3 jongeren opgevold zullen worden door een begeleidster van het school en een mentor die op de stageplaats werkt ;

Overwegende dat de subsidiering van 10.000€ per jaar en per aangeworven jongere bijna de volledige loonkost dekt ;

Overwegende dat de prioriteit gegeven zal worden aan de werklidensector omdat deze lijdt aan een duidelijk tekort aan gekwalificeerde arbeidskrachten ;

Gezien het akkoord van het begeleidingscomité ;

Overwegende dat het project van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage ;

Gezien de artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

Om de schepping van 3 deeltijdse (22u30/week) betrekkingen van Hulpwerkmannen uit het alternerend onderwijs (niveau E), aangeworven in de hoedanigheid van een startbaanovereenkomst, goed te keuren;

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister en Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de dienst Personeelsbeleid.

Voir annexe – Zie bijlage

(6) Crèche et préguardiennats communaux - Personnel de soins d'assistance, parascolaire - Cadres – Modification, Gemeentelijke kinderdagverblijf en peutersuinen - Verzorgings-, bijstands-, buitenschoolspersoneel - Kaders - Wijziging,

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/5/1997 (réf. 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 4/9/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Revu plus particulièrement les cadres du personnel de soins, d'assistance, parascolaire, enseignement non subventionné (Arrêté organique –chapitre II/ article 6 – VI (B et C);

Considérant que les cadres crèche et préguardiennats sont fixés comme suit :

Cadre crèche (unilingue français)

A2	1/2/3 Médecin : temps partiel	.....1
B4	- Secrétaire technique chef (infirmière directrice graduée)	.....1
B	1/2/3 – Secrétaire technique (infirmière graduée adjointe- <u>½ temps</u>)	.... 0,5
	- Secrétaire technique (infirmière graduée)	..... 1
B	1/2/3 - Secrétaire technique (assistant(e) social(e))	.....1

C4	- Assistant technique chef (puériculteur(trice)..... 1)
C 1/2/3	- Assistant technique (puériculteur(trice) et éventuellement instituteur(trice) prégardien(ienne)..... 10) 11
D 1/2/3	- Adjoint administratif(sténodactylo – téléphoniste..... 1
E 1/2/3	- Ouvrier auxiliaire (concierge)..... 1
	- Ouvrier auxiliaire (femme de charge – préposée cuisine).....5
C 1/2/3	Assistant technique (puériculteur(trice)) ACS 4

Cadre Prégardiennats : (unilingue français)

B4	- secrétaire technique chef (infirmier(ère) – directeur(trice) gradué(e) Hospitalier(ière), pédiatrique ou accoucheur(se) temps plein 1
----	---

Par section prégardienne :

C 1/2/3	- Assistant technique (puériculteur(trice) et éventuellement, un instituteur(trice) prégardien(ienne).....2
E 1/2/3	- Ouvrier auxiliaire (femme de charge - cuisinière) 1

Service médico-social attaché aux sections prégardiennes :

B 1/2/3	- secrétaire technique (infirmier(ière) gradué (e) hospitalière , pédiatrique ou accoucheur(euse)) t. pl. /48 lits ; 1/2 t./ 24 lits ; ¼ t. /12 lits) (*)
B 1/2/3	- secrétaire technique (assistant(e) social(e) 1 t. plein /96 lits ; ¼ t. /24 lits)
A2	Médecin (pédiatre – à défaut autre qualification) temps partiel 1

(*) en ce inclus le secrétaire technique (infirmier(ière) – directeur(trice))

Considérant que le personnel est partiellement subventionné et est en outre régi par des normes de la Communauté française et/ou de l'ONE en matières de cadre, de titre requis et de recrutement, de congés, de subventions-traitements et de fonctionnement (cfr. arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27/2/2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil) ;

Considérant que les cadres précités sont constitués pour un total de 17 emplois temps plein de niveau C (assistant technique, puériculteur(trice) ou instituteur(trice) maternel(le)) et de 6 équivalents temps plein de niveau B (secrétaire technique (infirmier(ère) gradué(e) et assistant(e) social(e))) ;

Considérant que deux emplois temps plein contractuels ont été attribués aux prégardiennats (accord du Comité d'accompagnement des 25/6/2001 et 27/5/2004) ;

Considérant qu'il existe un cadre ACS ;

Considérant que nul ne peut être nommé agent communal s'il ne satisfait aux conditions d'admissibilité et ne subit avec succès les épreuves d'admission ;

Considérant que l'ancienneté de service est également prise en considération et qu'il serait donc plus judicieux de créer un « pool » de puériculteurs(trices), d'infirmiers(ières) et d'assistant(e)s social(e)s afin de permettre le bon fonctionnement et d'éviter un transfert ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Considérant que la crèche et les prégardiennats appartiennent au rôle linguistique francophone ;

Vu les articles 100 , 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

- De modifier les cadres en créant « un pool » de puériculteurs(trices), d'infirmiers(ières) et d'assistant(e)s social(e)s , comme suit et tels que repris dans l'annexe :
- Ø 17 emplois Equivalents temps plein de niveau C (assistant technique (puériculteur(trice) ou instituteur(trice) maternel(le))
- Ø 4 emplois Equivalents temps plein de niveau B (infirmier(ière) gradué(e))
- Ø 2 emplois Equivalents temps plein de niveau B (assistant(e) social(e))

Les normes de l'ONE et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27/2/2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil devront toujours être respectées. (emplois contractuels et statutaires confondus.)

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, au Service Gestion des Ressources Humaines .

De Gemeenteraad,

Gezien zijn beraadslaging van 26/5/1997 (réf. 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke Besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden-en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands-, en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4/9/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Herzien, en meer in het bijzonder, de kaders van het verzorgings-, bijstands-, en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijs (cfr. Het organiek besluit – Hoofdstuk II/ art. 6-VI (B en C);

Overwegende dat de kaders van het kinderdagverblijf en de peuterscholen als volgt zijn vastgelegd :

KADER KINDERDAGVERBLIJF Aimé Dupont (franstalige taalrol)

A2	1/2/3	Geneesheer : deeltijds	.....	1
B4		- technisch hoofdsecretaris (gegradueerde verpleger(st) directeur(trice))	.....	1
B	1/2/3	- technisch secretaris (adjunct gegradueerde verpleger(st) - <u>½ tijds</u>)	.....	0,5
		- technisch secretaris (gegradueerde verpleger(st) )	.....	1
B	1/2/3	- technisch secretaris (sociale werker(st))	.....	1
C4		- technisch hoofdassistent (kinderverzorger(st)).....	1	
C	1/2/3	-technisch assistent (kinderverzorger(st) en eventueel , onderwijzer(es) peuterschool).....	10	.11
D	1/2/3	- Administratief adjunct(stenodactylo-telefoniste).....	1	
E	1/2/3	- hulpbediende (huisbewaarder)	1	
		- hulpwerkman (onderhoudspersoneel – verantwoordelijke voor de keuken).....	5	
C	1/2/3	technisch assistent (kinderverzorger(st)) geko's	4	

KADER peuterscholen (franstalige taalrol)

B4		- technisch hoofdsecretaris (gegradueerde verpleger(st) directeur(trice))	.....	1
		(verzorger(st),kinderarts of vroedvrouw) voltijds		

Per peuterschoolafdeling:

C	1/2/3	-technisch assistent (kinderverzorger(st) en eventueel onderwijzer(es), peuterschool).....	2
E	1/2/3	hulpwerkman (onderhoudspersoneel – kok).....	1

Medische – sociale dienst verbonden aan de peuterschoolafdelingen :

B	1/2/3	technisch secretaris (gegradueerde verpleger(st))
---	-------	---	-------

(verzorger(ster),kinderarts of vroedvrouw) voltijds /48 bedden; ½ tijds /24 bedden ;1/4 tijds /12 bedden) (*)
 B 1/2/3 – technisch secretaris (sociale werker(ster))voltijds /96 bedden; ¼ tijds /24 bedden)
 A2 Geneesheer (kinderarts-bij gebrek andere kwalificatie) deeltijds1

(*)de technisch secretaris (verpleger(ster) – directeur(trice)) hierbij inbegrepen

Overwegende dat het personeel gedeeltelijk gesubsidieerd is en o.a. geregeld is door de normen van de Franse Gemeenschap en/of door Kind en Gezin wat betreft het kader, de vereiste titels en de bevordering, de verloven, de gesubsidieerde lonen en de werking (cfr. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27/2/2003 betreffende de algemene reglementering in de onthaalsector);

Overwegende dat de voornoemde kaders samengesteld zijn uit een totaal van 17 voltijdse betrekkingen van niveau C (technisch assistent, kinderverzorger(ster) of onderwijzer(es) peuterschool) en van 6 gelijkgestelde voltijdse betrekkingen van niveau B (gegradueerde verpleger(ster) en sociale werker(ster));

Overwegende dat twee voltijdse betrekkingen Geko's aan de peuterscholen werden toegekend (akkoord van het begeleidingscomité van 25/6/2001 en 27/5/2004);

Overwegende dat er een kader van gesubsidieerde contractuelen agenten bestaat ;

Overwegende dat niemand als gemeenteagent kan worden benoemd tenzij hij voldoet aan de toelatingsvereisten en slaagt voor de toelatingsproeven ;

Overwegende dat de dienstanciënniteit eveneens in overweging wordt genomen en dat het dus verstandiger zou zijn om « een pool » van kinderverzorger(ster)s , verple(e)g(sters)ers en sociale werker(ster)s te creëren teneinde de goede werking toe te laten en om oververplaatsingen te vermijden ;

Overwegende dat het project van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage ;

Overwegende dat het kinderdagverblijf en peuterscholen tot het Frans taalregime behoren ;

Gezien de artikels 100,117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

- De kaders te wijzigen zoals de tabellen hernomen in bijlage en een « pool » te creëren van kinderverzorger(ster)s , verple(e)g(sters)ers en sociale werker(ster)s vastgelegd zoals volgt:
- Ø 17 gelijkgesteld als voltijdse betrekkingen van niveau C (technisch assistent (kinderverzorger(ster) en eventueel , onderwijzer(es) peuterschool)
- Ø 4 gelijkgesteld als voltijdse betrekkingen van niveau B (gegradueerde verpleger(ster))
- Ø 2 gelijkgesteld als voltijdse betrekkingen van niveau B (sociale werker(ster))

De normen van Kind et Gezin en van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27/2/2003 betreffende de algemene reglementering in de onthaalsector zullen altijd moeten geëerbiedigd worden. (contractuele en statutaire betrekkingen gemengd).

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister-Voorzitter van het Gouvernement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest , aan de H. gemeenteontvanger en aan Personeelsbeleid.

Voir annexe – Zie bijlage

(7) ASBL ""Maison des Jeunes d'Etterbeek"" - compte 2005 - Approbation

V.Z.W ""Jeugdtehuis van Etterbeek"" - Rekening 2005 - Goedkeuring

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 13.634,00 €, en faveur de l'ASBL «MAISON DES JEUNES D'ETTERBEEK», a été inscrit à l'article 761/332-02/20 du budget 2006 de la commune d'Etterbeek ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise précisent que les comptes et budgets des ASBL subsidiées par les communes doivent être adoptés par les conseils communaux compétents ;

Vu le compte 2005 arrêté le 30 mai 2006 par l'Assemblée générale de l'ASBL « MAISON DE JEUNES D'ETTERBEEK »;

Attendu que toutes les opérations financières exécutées en 2005 par l'ASBL «MAISON DES JEUNES D'ETTERBEEK» ont été vérifiées par les commissaires de cette association, qu'elles n'ont donné lieu à aucune remarque et qu'elles sont toutes justifiées par des pièces comptables concordantes ;

Vu les articles 93 et 117 de la nouvelle communale ;

DECIDE

D'approuver le compte 2005 de l'ASBL « MAISON DES JEUNES », tel que repris ci-après :

Balance de résultats actif passif : 2005 Pér. Compt. 0-

12

Maison des Jeunes La Clé

	BRUT	Amortissements et réductions	NET
ACTIF			
Actifs immobilisés			
Stocks			
Créances à plus d'un an			
Créances commerciales			
Autres créances			
Créances à un an au plus	4.131,67 €		4.131,67 €
Créances commerciales			
Autres créances	sous-tot 4.131,67 €		4.131,67 €
416900 Subsidés à recevoir	4.131,67 €		4.131,67 €
Placem/ de trésor.			
Valeurs disponibles	39.044,86 €		39.044,86 €
550000 Banque - Compte courant	38.603,71 €		38.603,71 €
570000 Caisses espèces	441,15 €		441,15 €
Comptes de régularisation			

TOTAL ACTIF	43.176,53 €	43.176,53 €
--------------------	-------------	-------------

Balance de résultats actif passif : 2005 Pér. Compt. 0-12

Maison des Jeunes La Clé

	BRUT	Amortissements et réductions	NET
PASSIF			
Capitaux propres	20.291,03 €		20.291,03 €
Capital			
Primes d'émission			
Plus-values de réévaluation			
Réserves			
Bénéfice ou perte reporté(e)	sous-tot 17.080,09 €		17.080,09 €
740000 Bénéfice reporté ou perte reportée (-)	17.080,09 €		17.080,09 €
Bénéfice de l'exercice	3.210,94 €		3.210,94 €
Subsides en capital			
Provisions pour risques et charges			
Dettes à plus d'un an			
Dettes financières			
Dettes commerciales			
Acomptes reçus sur commandes			
Autres dettes			
Dettes à un an au plus	5.419,50 €		5.419,50 €
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			
Dettes financières			
Dettes commerciales	sous-tot 1.824,63 €		1.824,63 €
440000 Fournisseurs : ordinaires	324,63 €		324,63 €
440000 Factures à recevoir	1.500,00 €		1.500,00 €
Dettes fiscales, salariales et sociales	sous-tot 3.594,87 €		3.594,87 €
455000 Rémunérations	-1.457,37 €		-1.457,37 €
456000 Pécules de vacances	5.052,24 €		5.052,24 €
Acomptes reçus sur commandes			
Autres dettes			
Comptes de régularisation	17.466,00 €		17.466,00 €
492000 Charges à imputer	17.466,00 €		17.466,00 €
TOTAL PASSIF	43.176,53 €		43.176,53 €

Balance de résultats actif passif : 2005 Pér. Compt. 0-12

Maison des Jeunes La Clé

	Détail par compte	Sous-total par classe	Total par rubrique
ventes et prestations			79.076,31 €

Ventes		79.076,31 €
700000 Subventions Communauté Française - Personnel	17.910,35 €	
700010 Subventions Communauté Française - Fonctionnement	13.559,20 €	
700030 Subventions Communauté Française autre	1.973,60 €	
700200 Subventions FIPI	14.460,84 €	
700800 Autres subventions	30.095,32 €	
700900 Recettes propres d'activités	1.077,00 €	
Variations de stocks + comm. En cours d'exéc.		
Production immobilisée		

Livraisons de stock

Approvisionnements et marchandises
Variation de stocks

BENEFICE BRUT	79.076,31 €
----------------------	-------------

Balance de résultats actif passif : 2005 Pér. Compt. 0-12
Maison des Jeunes La Clé

	Détail par compte	Sous-total par classe	Total par rubrique
Coût des ventes et des prestations			-77.652,10 €
Services et biens divers		37.009,67 €	
611010 Charges locatives	4.500,00 €		
611030 Téléphone	1.823,39 €		
611040 Poste	88,58 €		
611050 Entretien locaux	693,42 €		
611060 Fournitures de bureaux, petit matériel	4.705,26 €		
611070 Assurance	898,95 €		
611090 Formations du personnel	272,50 €		
611100 Autres	4.112,52 €		
612030 Atelier informatique	39,00 €		
612050 Sorties cinéma	183,00 €		
612060 Projet Tintamarre	250,00 €		
612070 Atelier DJ	1.536,60 €		
612100 Tournoi de kicker	18,00 €		
612110 Atelier rap	252,98 €		
612120 Projet "Anti Love Story"	6.442,30 €		
612140 Atelier serigraphie	199,98 €		
612150 Projet court-métrage	658,00 €		
612160 Projet Essaouira	2.427,00 €		
612170 Projet Tic	1.595,00 €		
612180 Projet découverte de la Belgique	2.485,64 €		
612190 Projet disque melnek	187,50 €		
612200 Atelier Lingala	184,50 €		
612210 Lots concours Fifa 2005	82,95 €		
612220 Atelier perles	175,64 €		
612230 Atelier couture	1,66 €		
612240 Projet fresque	291,32 €		
612250 Sortie patinoire	113,80 €		
612260 Atelier cours d'Arabe	115,63 €		
612270 Projet exposition	200,01 €		

612280 Sortie Walibi	698,65 €	
612290 Sortie battle de break	15,00 €	
612300 Projet party III	20,00 €	
612310 Des mots pour l'Asie	65,00 €	
612900 Autres	1.300,89 €	
613000 Honoraire comptable	375,00 €	
Frais de personnel		40.642,43 €
620200 Employés - Appointements	26.873,60 €	
620240 Employés - Double pécule de vacances	1.621,34 €	
620500 Secetariat social	307,93 €	
621000 Cotisations O.N.S.S. sur appointements	8.810,68 €	
621100 Cotisations O.N.S.S. sur salaires	-915,72 €	
623100 Chèques-repas	1.909,98 €	
623800 Provisions pécule vacances	1.076,97 €	
623900 Frais de gestion sec. Social	957,65 €	
Amortissements		
Réductions de valeur		
Provisions		
Autres produits d'exploitation		2.040,22 €
740000 Subsidés d'exploitation et montants compensatoires	1.973,68 €	
746500 Ristournes de compagnies d'assurances	66,54 €	
Autres frais d'exploitation		

Balance de résultats actif passif : 2005 Pér. Compt. 0-
12

Maison des Jeunes La Clé

	Détail par compte	Sous-total par classe	Total par rubrique
Mise à l'actif de frais de restructuration			
BENEFICE D'EXPLOITATION			3.464,43 €
Produits financiers			113,24 €
75100 Produits des actifs circulants	113,24 €		
Charges financières			-54,55 €
650000 Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	0,60 €		
659000 Charges financières diverses	53,95 €		
BENEFICE EXERCICE D'EXPLOITATION NORMAL			3.523,12 €
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles			-295,19 €
668000 Autres charges exceptionnelles	295,19 €		
BENEFICE AVANT IMPOTS			3.227,93 €
Prélèvements sur impôts différés			
Transfert aux impôts différés			
Prélèvements sur réserves exonérées			
Transfert aux réserves immunisées			

BENEFICE NET AVANT IMPOTS		3.227,93 €
Impôts		-16,99 €
Impôts sur le résultat		-16,99 €
670000 Impôts et précomptes dûs ou versés	-16,99 €	
Régularisation impôts		
BENEFICE NET APRES IMPOTS		3.210,94 €

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 13.634,00 €, ten gunste van de V.Z.W. « JEUGDTEHUIS VAN ETTREBEEK » op artikel 761/332-02/20 van de begroting 2006 van de gemeente Etterbeek werd ingeschreven ;

Overwegende dat de instructies van de Minister van het Brussels Gewest voorschrijven dat de rekening en de begroting van de V.Z.W.'s die genieten van een gemeentelijke toelage, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde gemeenteraden ;

Gelet dat de rekening van 2005 werd goedgekeurd door de Algemene Vergadering van de V.Z.W. « JEUGDTEHUIS VAN ETTREBEEK » op 30 mei 2006 ;

Overwegende dat alle financiële operaties uitgevoerd in 2005 door de V.Z.W. « JEUGDTEHUIS VAN ETTREBEEK » werden nagezien door de kommissarissen van de vereniging, dat ze geen opmerkingen doen oprijzen hebben en dat ze gerechtvaardigd zijn door de overeenstemmende bewijsstukken ;

Gelet op de artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

De rekening 2005 van de V.Z.W « JEUGDTEHUIS VAN ETTREBEEK » goed te keuren, zoals ze bij onderhavige beraadslaging is gevoegd.

Balans van activa en passiva resultaten : 2005 Pér.
Compt. 0-12
Jeugdhuis La Clé

	BRUTO	Afschrijvingen en kortingen	NETTO
ACTIVA			
Vaste activa			
Vorraaden			
Vorderingen op meer dan één jaar			
Handelsvorderingen			
Overige vorderingen			
Vorderingen op ten hoogste één jaar	4.131,67 €		4.131,67 €
Handelsvorderingen			
Overige vorderingen	tussen	4.131,67 €	4.131,67 €
	totaal		
416900 Subsidies te ontvangen		4.131,67 €	4.131,67 €

Geldbeleggingen

Beschikbare effecten	39.044,86 €	39.044,86 €
550000 Bank - Rekening-courant	38.603,71 €	38.603,71 €
570000 Contant in kassa	441,15 €	441,15 €
Overlopende rekeningen		
TOTAAL DER ACTIVA	43.176,53 €	43.176,53 €

Balans van activa en passiva resultaten : 2005 Pér.
Compt. 0-12
Jeugdhuis La Clé

	BRUTO	Afschrijvingen en kortingen	NET
ACTIV A			
Vaste activa	20.291,03 €		20.291,03 €
Voorraaden			
Vorderingen op meer dan één jaar			
Handelsvorderingen			
Overige vorderingen			
Vorderingen op ten hoogste één jaar	tussento taal	17.080,09 €	17.080,09 €
Handelsvorderingen		17.080,09 €	17.080,09 €
Overige vorderingen		3.210,94 €	3.210,94 €
416900 Subsidies te ontvangen			
Geldbeleggingen			
Beschikbare effecten			
550000 Bank - Rekening-courant			
570000 Contant in kassa			
Overlopende rekeningen			
TOTAAL DER ACTIVA			
Vaste activa	5.419,50 €		5.419,50 €
Voorraaden			
Vorderingen op meer dan één jaar			
Handelsvorderingen	tussento taal	1.824,63 €	1.824,63 €
Overige vorderingen		324,63 €	324,63 €
Vorderingen op ten hoogste één jaar		1.500,00 €	1.500,00 €
Handelsvorderingen	tussento taal	3.594,87 €	3.594,87 €
Overige vorderingen		-1.457,37 €	-1.457,37 €
416900 Subsidies te ontvangen		5.052,24 €	5.052,24 €
Geldbeleggingen			
Beschikbare effecten			
550000 Bank - Rekening-		17.466,00	17.466,00 €

courant	€	
570000 Contant in kassa	17.466,00	17.466,00 €
	€	
Overlopende rekeningen		
TOTAAL DER ACTIVA	43.176,53	43.176,53 €
	€	

Balans van activa en passiva resultaten : 2005 Pér. Compt. 0-12
Jeugdhuis La Clé

	Opsomming per rekening	Tussentotaal per categorie	Totaal per rubriek
Bedrijfsopbrengsten			79.076,31 €
Verkopen		79.076,31 €	
700000 Subsidies Franse Gemeenschap - Personeel	17.910,35 €		
700010 Subsidies Franse Gemeenschap - Functioneren	13.559,20 €		
700030 Subsidies Franse Gemeenschap - Andere	1.973,60 €		
700200 Subsidies Impulsfonds voor het Migrantenbeleid	14.460,84 €		
700800 Andere subsidies	30.095,32 €		
700900 Eigen activiteiteninkomsten	1.077,00 €		
Vorraaden afwijkingen + bestel. in uitvoering			
Vaste productie			
Vorraad leveranties			
Bevoorradingen en waren			
Vorraaden afwijkingen			
BRUTO WINST			79.076,31 €

Balans van activa en passiva resultaten : 2005 Pér. Compt. 0-12
Jeugdhuis La Clé

	Opsomming per rekening	Tussentotaal per categorie	Totaal per rubriek
Kost van verkopen en prestaties			-77.652,10 €
Verscheidene goederen en diensten		37.009,67 €	
611010 Locatieve kosten	4.500,00 €		
611030 Telefoon	1.823,39 €		
611040 Post	88,58 €		
611050 Lokalen onderhoud	693,42 €		
611060 Kantoovernodigheden, kleine materieel	4.705,26 €		
611070 Verzekering	898,95 €		
611090 Personeelsopleidingen	272,50 €		
611100 Andere	4.112,52 €		
612030 Informatica workshop	39,00 €		
612050 Bioscoop uitgaans	183,00 €		
612060 "Tintamarre" project	250,00 €		
612070 DJ workshop	1.536,60 €		
612100 Kickertornooi	18,00 €		

612110 Rap workshop	252,98 €		
612120 "Anti Love Story" project	6.442,30 €		
612140 Zeefdruk workshop	199,98 €		
612150 Korte film project	658,00 €		
612160 Essaouira project	2.427,00 €		
612170 Tic project	1.595,00 €		
612180 Ontdekking van België project	2.485,64 €		
612190 Plaat melnek project	187,50 €		
612200 Lingala workshop	184,50 €		
612210 Prijzen wedstrijd Fifa 2005	82,95 €		
612220 Parels workshop	175,64 €		
612230 Naaiwerk workshop	1,66 €		
612240 Fresco project	291,32 €		
612250 Ijsbaan uitgaan	113,80 €		
612260 Arabische cursus workshop	115,63 €		
612270 Tentoonstelling project	200,01 €		
612280 Walibi uitgaan	698,65 €		
612290 Battle van break uitgaan	15,00 €		
612300 Party III project	20,00 €		
612310 Woorden voor Azië	65,00 €		
612900 Andere	1.300,89 €		
613000 Ereloon boekhouder	375,00 €		
Personeelskosten		40.642,43 €	
620200 Bedienden - Bezoldigingen	26.873,60 €		
620240 Bedienden - Dubbel vakantiegeld	1.621,34 €		
620500 Sociaal secretariaat	307,93 €		
621000 Bijdragen R.S.Z. op bezoldigingen	8.810,68 €		
621100 Bijdragen R.S.Z. op salarissen	-915,72 €		
623100 Maaltijdcheques	1.909,98 €		
623800 Dekkingen vakantiegeld	1.076,97 €		
623900 Beheerkosten van het Sociale secretariaat Afschrijvingen Waardeverminderingen Dekkingen	957,65 €		
Andere exploitatieontvangsten		2.040,22 €	
740000 Exploitatiesubsidies en compenserende bedragen	1.973,68 €		
746500 Kortingen van verzekeringsmaatschappij	66,54 €		
Andere exploitatieuitgaven			
Balans van activa en passiva resultaten : 2005 Pér. Compt. 0-12 Jeugdhuis La Clé			

	Opsomming per rekening	Tussentotaal per categorie	Totaal per rubriek
Inzet van herstructureringskosten aan de activa			

EPLOITATIEWINST			3.464,43 €
Financiële opbrengsten			113,24 €
75100 Vlottende activa opbrengsten	113,24 €		
Financiële kosten			-54,55 €
650000 Rente, commissies en schuldenkosten	0,60 €		
659000 Verschillende financiële kosten			
Inzet van herstructureringskosten aan de activa	53,95 €		
NORMALE DIENSTJAAR EXPLOITATIEWINST			3.523,12 €
Uitzonderlijke opbrengsten			
Uitzonderlijke kosten			-295,19 €
668000 Andere uitzonderlijke kosten	295,19 €		
WINST VOOR BELASTING			3.227,93 €
Onttrekkingen aan de uitgestelde belastingen			
Overboeking naar de uitgestelde belastingen			
Onttrekkingen aan de vrijgestelde reserves			
Overboeking naar de belastingvrije reserves			
NETTO WINST VOOR BELASTING			3.227,93 €
Belastingen			-16,99 €
Belastingen op het resultaat		-16,99 €	
670000 Verschuldigde of betaalde belastingen en voorheffingen	-16,99 €		
Regularisering van belastingen			
NETTO WINST NA BELASTING			3.210,94 €

**(8) ASBL ""Maison des Jeunes d'Etterbeek"" - Budget 2006 - approbation
V.Z.W ""Jeugdtehuis van Etterbeek"" - Begroting 2006 - goedkeuring**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 13.634 € en faveur de l'ASBL « MAISON DES JEUNES D'ETTERBEEK », a été inscrit à l'article 761/332-02/20 du budget de la commune d'Etterbeek ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise précisent que les comptes et budgets des ASBL subsidiées par les communes doivent obtenir l'approbation des conseils communaux compétents ;

Vu le budget 2006 de l'ASBL « MAISON DES JEUNES D'ETTERBEEK »

Vu les articles 93 et 117 de la loi communale ;

DECIDE

D'approuver le budget 2006 de l'ASBL « MAISON DES JEUNES D'ETTERBEEK », tel que repris ci-dessous.

PREVISION BUDGETAIRE 2006

DEPENSES

frais de bureau 9.990,00 €
 frais de bâtiment 3.000,00 €
 frais de personnel 59.145,00 €
 frais de 20.000,00 €
 fonctionnement
 charges locatives 4.500,00 €

RECETTES

subside communal 13.634,00 €
 subside fipi 12.395,00 €
 subside communal culture néerlandophone 2.500,00 €
 subside cocof (projet "MJ tour 2006) 2.000,00 €
 subside communauté française (personnel) 51.740,00 €
 subside autres (zinneke parade, projets divers) 12.866,00 €
 recettes propres d'activités 1.500,00 €

TOTAL 96.635,00 €

TOTAL 96.635,00 €

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 13.634,00 € ten gunste van de VZW « JEUGDTEHUIS VAN ETTERBEEK » op artikel 764/332-02/02 van de begroting 2006 van de Gemeente Etterbeek is voorgesteld ;

Overwegende dat de instructies van de Minister van het Brussels Gewest voorschrijven dat de rekening en de begroting van de V.Z.W's die genieten van een gemeentelijke toelage, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde gemeenteraden ;

Gelet op de begroting 2006 van de VZW « JEUGDTEHUIS VAN ETTERBEEK » ;

Gelet op de artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

De begroting 2006 van de V.Z.W « JEUGDTEHUIS VAN ETTERBEEK » goed te keuren, zoals ze bij onderhavige beraadslaging is gevoegd.

BUDGETTAIRE VOORUITZICHTEN 2006

UITGAVEN

Kantoorkosten 9.990,00 €
 Gebouwkosten 3.000,00 €
 Personeelskosten 59.145,00 €
 Werkingskosten 20.000,00 €
 Huurkosten 4.500,00 €

INKOMSTEN

Gemeentelijke subsidies 13.634,00 €
 Subsidies Impulsfonds voor het Migrantenbeleid 12.395,00 €
 Gemeentelijke subsidies Nederlandse cultuur 2.500,00 €
 Subsidie Franse Gemeenschap Commissie ("MJ tour 2006" project) 2.000,00 €
 Subsidie Franse Gemeenschap (personeel) 51.740,00 €
 Andere subsidies (Zinneke Parade, verschillende projecten) 12.866,00 €
 Eigen activiteiteninkomsten 1.500,00 €

TOTAAL **96.635,00 €**

TOTAAL **96.635,00 €**

(9) **Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.**

**Regie van Grondbeleid - Vastellen van de voorwaarden van verschillende overheidsoverdrachten -
Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 24 mai 2007.

Objet : Patrimoine immobilier géré par le service de la Régie Foncière – Livraison et fourniture de trente chaudières murales mixtes - Choix du mode de passation du marché par procédure négociée sans publicité préalable – Désignation de l'adjudicataire – Exercice 2007.

Estimation de la dépense : 25.000,00 €, hors T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2007 de la Régie Foncière.

Date : 24 mai 2007.

Objet : Patrimoine Régie - Immeuble 21 place Saint-Pierre – Travaux d'étanchéité des caves – Choix du mode de passation du marché et désignation de l'adjudicataire.

Estimation de la dépense : 5.090,00 €, hors T.V.A. + 1.100,00 €, hors T.V.A. pour la pose éventuelle d'une membrane "platon".

Article budgétaire : 242.01 du budget ordinaire 2007 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information les décisions du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsoverdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien dat het opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, B.T.W. niet begrepen, niet overschrijdt ;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 24 mei 2007.

Onderwerp : Woningbestand beheerd door de Regie van Grondbeleid – Levering van dertig gaswandketels – Keuze van de gunningswijze van de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke publiciteit – Aanduiding van de leverancier – Dienstjaar 2007.

Raming van de uitgave : 25.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2007 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 24 mei 2007.

Onderwerp : Patrimonium Regie – Gebouw gelegen 21 Sint-Pietersplein – Waterdichtheid van de kelders - Keuze van de gunningswijze van de opdracht - Aanduiding van de aannemer.

Raming van de uitgave : 5.090,00 €, zonder B.T.W. + 1.100,00 € zonder B.T.W. voor de eventuele plaatsing van een membraan "platon".

Begrotingsartikel : 242.01 van de gewone begroting 2007 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet

(10) Régie Foncière - Contrat type de bail régi par le droit commun. Regie van Grondbeleid - Door het gemeen recht beheerste typehuurovereenkomst.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu que la Régie Foncière met régulièrement des rez-de-chaussée commerciaux en location ;

Attendu que certaines affectations (telle qu'une galerie d'art), bien qu'étant considérées comme des commerces au vu des prescriptions urbanistiques, ne sont pas régies par la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux et que par conséquent le contrat de bail commercial type (délibération du Conseil Communal du 12.02.1987) ne peut être utilisé ;

Considérant qu'il est nécessaire de disposer d'un contrat de bail type pouvant convenir à ces affectations ;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale stipulant que le Conseil Communal arrête les conditions de location ;

DECIDE

D'approuver les termes du contrat de bail type régi par le droit commun.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Regie van Grondbeleid regelmatig handelsruimten verhuurt ;

Overwegende dat bepaalde bestemmingen (zoals een kunsthandel), alhoewel die als handelszaken door de stedenbouwkundige voorschriften beschouwd worden, niet onder de wet van 30 april 1951 op de zakelijke huurcontracten vallen, en dat het type handelshuurovereenkomst (deliberatie van de Gemeenteraad van 12.02.1987) niet gebruikt kan worden ;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de Regie van Grondbeleid over een voor deze bestemmingen geschikte typehuurovereenkomst beschikt ;

Gezien het artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet die stelt dat de Gemeenteraad de huurvoorwaarden vaststelt ;

BESLIST

De termen van de door het gemeen recht beheerste typhuurovereenkomst goed te keuren (zie bijlage).

Voir annexes – Zie bijlagen.

**(11) Patrimoine Régie - Immeuble place Saint-Pierre 21 - Droit de superficie - Modification de la redevance de l'appartement duplex 3 chambres (3.1).
Regie Patrimonium - Gebouw gelegen Sint-Pietersplein 21 - Recht van opstal - Wijziging van de vergoeding voor het duplex appartement 3 kamers (3.1).**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 27 mars 2006 portant sur la fixation du principe général de constitution d'un droit de superficie pour certains logements de la Régie Foncière et des conditions d'accès à ces logements ;

Revu sa délibération du 22 mai 2006 portant sur la modification du point 6 des modalités fixées dans la délibération du 27 mars 2006 ;

Revu sa délibération du 24 avril 2006 approuvant le projet type de convention de droit de superficie ;

Revu sa délibération du 26 juin 2006 approuvant les modifications au projet type de convention de droit de superficie ;

Revu sa délibération du 26 juin 2006 approuvant le projet d'acte de base pour l'immeuble place Saint-Pierre 20/21/22 et décidant de constituer un droit de superficie pour les neuf appartements de cet immeuble ;

Revu sa délibération du 22 janvier 2007 fixant les redevances de droit de superficie pour les 9 appartements de l'immeuble situés place Saint-Pierre 20/21/22 ;

Attendu que lors de la séance d'attribution des appartements du lundi 14 mai 2007, aucun compromis n'a été signé pour l'appartement 3.1. ;

Attendu que lors des visites plusieurs personnes se sont montrées intéressées par cet appartement mais qu'aucune ne s'est présentée le 14 mai 2007, en raison principalement du montant élevé de la redevance ;

Attendu que le prix au m² fixé dans la délibération du 22 janvier 2007 était de 1.440,00 € et que le montant de la redevance pour l'appartement duplex 3 chambres 3.1. de 162 m² s'élevait donc à 233.280,00 € ;

Attendu que ce prix au m² s'appliquait pour une finition complète des appartements mais que le duplex d'une surface totale de 162 m² comprend cependant un grenier non aménagé (gros œuvre fermé) de 47 m² ;

Attendu que les parachèvements (plafonnage, murs et toiture, revêtements de sols, cloisonnement, fenêtres de toiture complémentaires, ...) et les équipements (électricité, chauffage, plomberie, ventilation) peuvent être estimés à 50 % du prix au m² de la rénovation des appartements ;

Attendu qu'une diminution de 50 % du prix au m² pour la surface du grenier est plus en adéquation avec l'état de finition réel et que le prix au m² pour la surface du grenier serait dès lors estimé à 720,00 €/m² ;

Attendu que le montant de la redevance s'élèverait dès lors à 199.440,00 € au lieu de 233.280,00 €, soit une diminution de 33.840,00 € (720,00 €/m² x 47 m²);

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale en fonction duquel le Conseil Communal règle tout ce qui est d'intérêt public ;

DECIDE

1. De réévaluer le prix au m² appliqué à la surface du grenier non aménagé à 720,00 €/m² ;
2. De fixer le montant de la redevance de l'appartement duplex 3 chambres 3.1. à 199.440,00 €

De Gemeenteraad,

Herzien haar beraadslaging van 27 maart 2006 betreffende de vaststelling van de algemene toepassing van een recht van opstal voor verschillende woningen van de Regie van Grondbeleid en de bepaling van de toetredingsvoorwaarden ;

Herzien haar beraadslaging van 22 mei 2006 betreffende de wijziging van het punt 6 van de modaliteiten vastgesteld in de beraadslaging van 27 maart 2006 ;

Herzien haar beraadslaging van 24 april 2006 betreffende de goedkeuring van het project van de type-conventie van recht van opstal ;

Herzien haar beraadslaging van 26 juni 2006 betreffende de goedkeuring van de wijzigingen aan het project van de type-conventie van recht van opstal ;

Herzien haar beraadslaging van 26 juni 2006 betreffende de goedkeuring van het project van de basisakte voor het gebouw gelegen Sint-Pietersplein 20/21/22 en het besluit om een recht van opstal te vestigen voor de negen appartementen van dit gebouw ;

Herzien haar beraadslaging van 22 januari 2007 houdende de vaststelling van de vergoedingen van het recht van opstal voor de 9 appartementen van het gebouw gelegen Sint-Pietersplein 20/21/22 ;

Overwegende dat tijdens de toekenningzitting van de appartementen van 14 mei 2007, geen compromis getekend werd voor het appartement 3.1. ;

Overwegende dat tijdens de bezoeken verschillende personen hun belangstelling voor dit appartement getoond hebben maar dat geen een zich op maandag 14 mei 2007 aangemeld heeft, vooral wegens het hoge bedrag van de vergoeding ;

Overwegende dat de prijs per vierkante meter vastgesteld in de deliberatie van de Gemeenteraad van 22 januari 2007 van 1.440,00 € was en dat het bedrag van de vergoeding voor het duplex appartement 3 kamers 3.1. van 162 m² dus 233.280,00 € bedroeg ;

Overwegende dat deze prijs per vierkante meter op een volledige afwerking van de appartementen van toepassing is maar dat het duplex appartement van een totale oppervlakte van 162 m² een niet ingerichte zolder (gesloten ruwbouw) van 47 m² bevat ;

Overwegende dat de afwerkingen (plafonnering, muren en dak, vloerbedekkingen, scheiding, bijkomende dakvenster, ...) en de uitrustingen (elektriciteit, verwarming, loodgieterij, ventilatie) op 50 % van de prijs per vierkante meter van de renovatie van de appartementen geschat kunnen worden ;

Overwegende dat een vermindering van 50 % van de prijs per vierkante meter voor de oppervlakte van de zolder meer in overeenkomst is met de werkelijke afwerkingstaats ervan en dat de prijs per vierkante meter voor de oppervlakte van de zolder zodus op 720,00 €/m² geschat zou worden ;

Overwegende dat het bedrag van de vergoeding 199.440,00 € zou belopen in plaats van 233.280,00 €, hetzij een vermindering van 33.840,00 € (720,00 €/m² x 47 m²) ;

Gezien het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet volgens hetwelke de Gemeenteraad alles regelt wat van gemeentelijk belang is ;

BESLIST

1. De prijs per vierkante meter voor de oppervlakte van de niet ingerichte zolder op 720,00 €/m² herschatten ;
2. Het bedrag van de vergoeding voor het duplex appartement 3 kamers 3.1. op 199.440,00 € te vestigen.

(12) Constitution d'un droit de superficie pour les 7 maisons unifamiliales avenue du Préau suivant le principe et les conditions d'accès fixés dans les délibérations du Conseil Communal des 27 mars 2006 et 22 mai 2006 et suivant le projet type de convention de droit de superficie approuvé par le Conseil Communal les 24 avril 2006 et 26 juin 2006 - Fixation des redevances.

Vestiging van een recht van opstal voor de 7 eengezinswoningen Pandhoflaan volgens het principe en de toetredingsvoorwaarden bepaald in de beraadslagingen van de Gemeenteraad op 27 maart 2006 en 22 mei 2006 en volgens het project van de typeconventie van recht van opstal goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24 april 2006 en 26 juni 2006 - Bepaling van de vergoedingen.

A l'unanimité de voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal,

Revu sa délibération du 8 décembre 2005 portant sur la vente de gré à gré des 7 maisons unifamiliales situées avenue du Préau et fixant les modalités et les conditions d'accès ;

Revu sa délibération du 27 mars 2006 portant sur la fixation du principe général de constitution d'un droit de superficie pour certains logements de la Régie Foncière et des conditions d'accès à ces logements ;

Revu sa délibération du 22 mai 2006 portant sur la modification du point 6 des modalités fixées dans la délibération du 27 mars 2006 ;

Revu sa délibération du 24 avril 2006 approuvant le projet type de convention de droit de superficie ;

Revu sa délibération du 26 juin 2006 approuvant les modifications au projet type de convention de droit de superficie ;

Attendu l'intérêt manifeste des candidats-superficiaires pour la mise à disposition des appartements de la place Saint-Pierre et les nombreuses demandes reçues par la Régie Foncière pour l'acquisition d'une maison unifamiliale à Etterbeek ;

Attendu que le receveur de l'Enregistrement d'Ixelles III a estimé dans son rapport du 9 mars 2006 la valeur en pleine propriété des maisons comme suit :

Maison A	145 m ²	238.000,00 €
Maison B	160 m ²	263.000,00 €
Maison C	155 m ²	256.000,00 €
Maison D	120 m ²	199.000,00 €
Maison E	157 m ²	259.000,00 €
Maison F	118 m ²	195.000,00 €
Maison G	161 m ²	266.000,00 €

Attendu que le rapport d'expertise date du 9 mars 2006 et qu'il ne tenait pas compte des caractéristiques propres à chaque maison (garage, jardin, ...), attendu qu'il conviendrait donc d'indexer les montants suivant l'indice abex de janvier 2007 (648/612) et d'adapter les prix aux caractéristiques des maisons comme suit :

Maison A	145 m ²	250.000,00 €
Maison B	160 m ²	275.000,00 €
Maison C	155 m ²	275.000,00 €
Maison D	120 m ²	205.000,00 €

Maison E	157 m ²	275.000,00 €
Maison F	118 m ²	210.000,00 €
Maison G	161 m ²	285.000,00 €

Attendu qu'en date du 4 avril 2006, la Régie Foncière a demandé au receveur de l'Enregistrement d'Ixelles III de procéder à l'expertise de la valeur du droit de superficie; que celui-ci a répondu par sa lettre du 13 juillet 2006 que son administration n'étant pas en mesure de réaliser ce type d'expertise, ne pouvait donner une suite favorable à la requête du 4 avril 2006 ;

Attendu qu'en date du 2 août 2006, la Régie Foncière a fait appel au Premier Comité d'Acquisition d'Immeubles pour valoriser les redevances de droit de superficie des appartements de la Place Saint-Pierre 21 et des 7 maisons avenue du Préau; que le Comité a répondu dans sa lettre du 25 octobre 2006 estimant le prix au m² des appartements de la Place Saint-Pierre 21 que le droit de superficie pouvait être fixé à 70 % de la valeur en pleine propriété, soit :

Maison A	145 m ²	175.000,00 €
Maison B	160 m ²	192.500,00 €
Maison C	155 m ²	192.500,00 €
Maison D	120 m ²	143.500,00 €
Maison E	157 m ²	192.500,00 €
Maison F	118 m ²	147.000,00 €
Maison G	161 m ²	199.500,00 €

Attendu que suite à la faillite de l'entrepreneur avant la réception provisoire, les maisons n'ont pu être achevées (techniques spéciales, gros-œuvre, étanchéité et finition incomplets) et que le montant des travaux restant à réaliser par maison peut être estimé comme suit :

Maison A	145 m ²	19.800,00 €
Maison B	160 m ²	22.598,00 €
Maison C	155 m ²	16.600,00 €
Maison D	120 m ²	13.680,00 €
Maison E	157 m ²	15.140,00 €
Maison F	118 m ²	12.670,00 €
Maison G	161 m ²	16.872,00 €

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale en fonction duquel le Conseil Communal règle tout ce qui est d'intérêt public ;

DECIDE

1. De constituer un droit de superficie pour les 7 maisons unifamiliales situées avenue du Préau suivant le principe et les conditions d'accès fixés dans les délibérations du Conseil Communal du 27 mars 2006 et du 22 mai 2006 et suivant le projet type de convention approuvé par le Conseil Communal le 24 avril 2006 et le 26 juin 2006 ;
2. De diminuer du montant de la redevance le coût estimé des travaux restant à réaliser dans les maisons pour qu'elles soient habitables ;
3. De fixer le montant des redevances de droit de superficie pour les 7 maisons situées avenue du Préau comme suit :

Maison A	145 m ²	155.200,00 €
Maison B	160 m ²	169.902,00 €
Maison C	155 m ²	175.900,00 €
Maison D	120 m ²	129.820,00 €
Maison E	157 m ²	177.360,00 €
Maison F	118 m ²	134.330,00 €
Maison G	161 m ²	182.628,00 €

De Gemeenteraad,

Herzien haar beraadslaging van 8 december 2005 betreffende de onderhandse verkoop van de 7 eengezinswoningen gelegen Pandhoflaan en de vaststelling van de modaliteiten en de toegangsvoorwaarden ;

Herzien haar beraadslaging van 27 maart 2006 betreffende de vaststelling van de algemene toepassing van een recht van opstal voor verschillende woningen van de Regie van Grondbeleid en de bepaling van de toetredingsvoorwaarden ;

Herzien haar beraadslaging van 22 mei 2006 betreffende de wijziging van het punt 6 van de modaliteiten vastgesteld in de beraadslaging van 27 maart 2006 ;

Herzien haar beraadslaging van 24 april 2006 betreffende de goedkeuring van het project van de typeconventie van recht van opstal ;

Herzien haar beraadslaging van 26 juni 2006 betreffende de goedkeuring van de wijzigingen aan het project van de typeconventie van recht van opstal ;

Overwegende de duidelijke interesse van de kandidaten-opstalhouders voor de ter beschikking stelling van de appartementen gelegen Sint-Pietersplein en overwegende het aantal aanvragen door de Regie van Grondbeleid gekregen voor de aankoop van een eengezinswoning te Etterbeek ;

Overwegende dat de ontvanger der registratie van Elsene III in zijn verslag van 9 maart 2006 het volle eigendom van de huizen als volgt geschat heeft :

Huis A	145 m ²	238.000,00 €
Huis B	160 m ²	263.000,00 €
Huis C	155 m ²	256.000,00 €
Huis D	120 m ²	199.000,00 €
Huis E	157 m ²	259.000,00 €
Huis F	118 m ²	195.000,00 €
Huis G	161 m ²	266.000,00 €

Overwegende dat het expertiseverslag van 9 maart 2006 dateert en dat het geen rekening hield met de kenmerken van elk huis (garage, tuin, ...), overwegende dat het zou passen om de bedragen volgens de abex index van januari 2007 te indexeren (648/612) en de prijzen aan de kenmerken van de huizen als volgt aan te passen :

Huis A	145 m ²	250.000,00 €
Huis B	160 m ²	275.000,00 €
Huis C	155 m ²	275.000,00 €
Huis D	120 m ²	205.000,00 €
Huis E	157 m ²	275.000,00 €
Huis F	118 m ²	210.000,00 €
Huis G	161 m ²	285.000,00 €

Overwegende dat op 4 april 2006 de Regie van Grondbeleid aan de ontvanger der registratie van Elsene III gevraagd heeft om het bedrag van de éénmalige vergoeding voor het recht van opstal te ramen; dat deze in zijn brief van 13 juli 2006 geantwoord heeft dat zijn administratie niet bekwaam is om deze expertise uit te voeren en dus geen gunstig gevolg kan geven aan deze aanvraag ;

Overwegende dat op 2 augustus 2006 de Regie van Grondbeleid beroep heeft gedaan op het Eerste Aankoopcomite der Gebouwen om de vergoedingen van recht van opstal te valoriseren voor de appartementen gelegen Sint-Pietersplein 21 en voor de 7 eengezinswoningen gelegen Pandhoflaan; dat het Comite in zijn brief van 25 oktober 2006 houdende de schatting van de prijs per vierkante meter voor de appartementen gelegen Sint-Pietersplein 21, geantwoord heeft dat het recht van opstal kan vastgesteld worden op 70 % van de waarde in volle eigendom ;

Huis A	145 m ²	175.000,00 €
Huis B	160 m ²	192.500,00 €

Huis C	155 m ²	192.500,00 €
Huis D	120 m ²	143.500,00 €
Huis E	157 m ²	192.500,00 €
Huis F	118 m ²	147.000,00 €
Huis G	161 m ²	199.500,00 €

Overwegende dat door het faillissement van de aannemer vóór de voorlopige oplevering, de huizen niet voltooid zijn kunnen worden (speciale technieken, ruwbouw, waterdichtheid en afwerking onvolledig) en dat het bedrag van de nog per huis te verrichten werken als volgt geschat kan worden :

Huis A	145 m ²	19.800,00 €
Huis B	160 m ²	22.598,00 €
Huis C	155 m ²	16.600,00 €
Huis D	120 m ²	13.680,00 €
Huis E	157 m ²	15.140,00 €
Huis F	118 m ²	12.670,00 €
Huis G	161 m ²	16.872,00 €

Gezien het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet volgens hetwelke de Gemeenteraad alles regelt wat van gemeentelijk belang is ;

BESLIST

1. een recht van opstal te vestigen voor de 7 eengezinswoningen gelegen Pandhoflaan volgens het principe en de toegangsvoorwaarden vastgesteld in de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 27 maart 2006 en 22 mei 2006 en volgens het typeontwerp van de overeenkomst goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24 april 2006 en 26 juni 2006 ;
2. de geschatte kosten van de nog te verrichten werken om de huizen bewoonbaar te maken van het bedrag van de vergoeding af te trekken ;
3. het bedrag van de vergoedingen van recht van opstal als volgt te vestigen voor de 7 eengezinswoningen gelegen Pandhoflaan :

Huis A	145 m ²	155.200,00 €
Huis B	160 m ²	169.902,00 €
Huis C	155 m ²	175.900,00 €
Huis D	120 m ²	129.820,00 €
Huis E	157 m ²	177.360,00 €
Huis F	118 m ²	134.330,00 €
Huis G	161 m ²	182.628,00 €

**(13) Service de Prévention - Conclusion d'une convention entre d'une part l'Etat belge, représenté par le Service Public Fédéral de la Justice, et d'autre part, la Commune d'Etterbeek.
Preventiedienst - Conclusie van een overeenkomst tussen Belgische Staat vertegenwoordigd door de Federale Overheidsdienst Justitie en de Gemeente Etterbeek.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre le Service Public Fédéral Justice et notre Commune ;

Considérant la convention 2006 transmise par le Service Public Fédéral Justice,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2006 ci-dessous :

CONVENTION 2006

Entre,

d'une part l'Etat, représenté par le Service Public Fédéral Justice, établi Boulevard de Waterloo, 115, à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé "l'Etat",

et,

d'autre part la Commune d'ETTERBEEK, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Ch. DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée "la commune",

il est convenu ce qui suit :

I. Objet

La présente convention est prise en exécution de l'article 69, 3°, premier tiret de la loi du 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 12 août 1994, déterminant les conditions auxquelles les communes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives.

Cette convention a pour objet la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives suivantes :

- la formation dans le cadre de la loi sur la probation ;
- la peine de travail ;
- la médiation pénale ;
- les mesures alternatives à la détention préventive ;
- les mesures alternatives à la saisine du juge de la jeunesse, dites « mesures de diversion » ;
- les mesures de grâce.

II. Obligations de la commune

La commune s'engage à recruter du personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Le projet développé par la commune encadre des peines de travail, des travaux d'intérêt général et des mesures de diversion pour mineurs. Il est pourvu à l'engagement d'**un travailleur universitaire à temps plein**.

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

Pour un projet de travaux d'intérêt général, la commune s'engage à prendre en charge de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée de 800 heures par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Les projets de plus de deux années d'existence doivent atteindre annuellement 90% des objectifs.

La commune bénéficiaire doit prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement liés à ces recrutements.

Dans le cadre de ces activités et en fonction des différents types de mesures et de peines, la commune s'engage à respecter les obligations suivantes :

A. Mesures de formation au sens de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation modifiée par la loi du 10 février 1994 :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

B. Peines de travail (loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police)

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la peine.

désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution de la peine de travail;

3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

C. Modalités de la médiation pénale (loi du 10 février 1994) :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

D. Mesures alternatives à la détention préventive (articles 35 et suivants de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive) :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des Maisons de Justice du Service public fédéral Justice en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des conditions;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des conditions;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

E. Mesures alternatives à la saisine du juge de la jeunesse, dites "mesures de diversion":

collaborer avec la section "jeunesse" du parquet du procureur du Roi dans le cadre de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution de la mesure de diversion;

désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution de la mesure de diversion;

3. informer la section "jeunesse" du parquet du procureur du Roi dans les délais et les formes qu'elle détermine, de l'exécution de la mesure, et, le cas échéant, de sa non-exécution ou de son exécution partielle. En cas d'irrégularité, la section "jeunesse" du parquet doit en être informée.

F. Mesures alternatives dans le cadre de la grâce (article 110 de la Constitution)

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

III. Durée

La convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006 et prend fin le 31 décembre 2006. Elle est révisée en accord avec les parties.

IV Rapports d'activité

La commune est tenue de rendre un rapport trimestriel. Ce dernier doit être transmis pour le 15^{ème} jour du mois suivant le trimestre écoulé. Le rapport annuel, composé d'un volet qualitatif et d'un volet quantitatif, est transmis pour le 15 janvier. Le volet qualitatif porte sur les objectifs du projet, le programme d'activités, l'analyse critique des développements observés au cours de l'année écoulée.

Ces documents sont adressés au coordinateur des mesures judiciaires alternatives de l'arrondissement judiciaire. En l'absence de coordinateur, ces documents doivent être envoyés au Service des Maisons de Justice/Section Mesures Alternatives, Bd de Waterloo, 76 à 1000 Bruxelles.

V. Intervention financière de l'Etat :

Après signature de cette convention et eu égard à l'article 5 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire, les crédits correspondant à l'intervention forfaitaire prévue par la convention sont, à la requête du Ministre de la Justice, mis à la disposition de la commune par le Ministre de l'Intérieur, à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales.

Dans la limite des crédits disponibles, qui sont annuellement soumis à l'approbation du Conseil des Ministres, un montant total annuel de **39.662,96 Euro** est, dans le cadre de cette convention, alloué à la commune d'Etterbeek. Cette allocation se détaille comme suit :

Frais de personnel :

1 universitaire à temps plein : 39.662,96 Euro

Total (maximum) pour l'état: 39.662,96 €

Le paiement de l'intervention financière s'effectue par le versement d'une première tranche de 70% à partir du moment où les engagements sont effectifs. Le solde sera versé après contrôle des pièces justificatives.

Au cas où les personnes sont recrutées pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention forfaitaire est réduite au prorata de la période effectivement prestée.

Pour que le paiement des frais de personnel convenu soit effectué, la commune doit remplir le formulaire « **Modification personnel** » lors de chaque engagement, départ ou modification de contrat. Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel, doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis au Service public fédéral Justice, Service des Maisons de Justice/Section Mesures Alternatives. Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date.

Avant le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, la commune transmettra au Service public fédéral Justice, Service des Maisons de Justice, section Mesures Alternatives, une copie des documents justificatifs prouvant la nature et le montant des dépenses effectuées (notamment le formulaire « **Relevé du personnel** » reprenant une liste du personnel engagé dans le cadre de la présente convention, ainsi que pour chaque membre du personnel le formulaire « **Frais de personnel** », détaillant les frais de personnel, ainsi que les annexes demandées dans lesdits formulaires).

Le non respect des conditions mises dans la convention liant la Commune et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Toute décision du Service public fédéral Justice de procéder à la suppression voire à la récupération de l'intervention est notifiée au Ministre de l'Intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Outre les contrôles prévus par l'A.R. du 26 avril 1968, la Cour des Comptes peut effectuer des contrôles sur place.

Compte tenu de la date de mise en vigueur de la convention et du temps utile au traitement du dossier financier qui doit permettre de verser les fonds à la commune, celle-ci doit prévoir, pour cette période, les fonds nécessaires pour commencer l'application des mesures figurant dans la convention et ce dès sa signature.

La présente convention a été signée en deux exemplaires.
Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

De Gemeenteraad,

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

Overwegende dat krachtens dit besluit, onze gemeente had verwezen een voltijdse universitaire werker die wordt belast met de begeleiding van de personen die het voorwerp zijn van beslissingen van de strafrechtelijke instanties;

Overwegende dat met het oog hierop een overeenkomst is opgesteld wordt ieder jaar tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en onze gemeente;

Gezien de overeenkomst 2006 opgezonden door de Federale Overheidsdienst Justitie;

BESLIST

De conclusie van de volgende overeenkomst 2006 goed te keuren.

OVEREENKOMST 2006

Tussen,
enerzijds de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan, 115, 1000 Brussel, verder "de Staat" genoemd,

en,
anderzijds de gemeente ETTERBEEK vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Ch. DEBATY, Stadsecretaris, verder "de stad" genoemd,

is het volgende overeengekomen:

I. Voorwerp van overeenkomst :

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden waaronder de gemeente een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, in uitvoering van artikel 69, 3°, eerste lid van de wet van 30 maart 1994 en het Koninklijk Besluit van 12 augustus 1994.

Deze overeenkomst heeft tot doel in de gemeente personeel te werk te stellen met het oog op het promoten van de toepassing van volgende alternatieve gerechtelijke maatregelen:

Opleiding in het kader van de probatie;
 de werkstraf;
 de bemiddeling in strafzaken;
 de alternatieve maatregelen ter vervanging van een beslissing door de jeugdrechter: de rechtsomlegging (diversiemaatregelen);
 de alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis;
 de genademaatregelen.

II. Verbintenissen van de gemeente Etterbeek:

De gemeente verbindt er zich toe bijkomend burgerpersoneel aan te werven belast met de omkadering van personen, die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties.

Het door de gemeente ontwikkelde project staat in voor de omkadering van dienstverleningen, werkstraffen en diversiemaatregelen. Hiertoe wordt een toelage toegekend voor de aanwerving van **één voltijds universitair**.

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

Voor een werkstrafproject dient de stad/gemeente te voldoen aan volgende voorwaarden: permanente tewerkstelling van minimum 7 en maximum 12 dienstverleners gedurende minimum 800 uur/jaar om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven.

De projecten dienen na twee jaar 90% van de doelstellingen te hebben bereikt.

In het kader van deze activiteiten en overeenkomstig de verschillende soorten maatregelen, verbindt de gemeente er zich toe volgende verplichtingen na te komen:

A. Opleiding in het kader van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1994:

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

B. Werkstraf (wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken):

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de straf;
2. en persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de werkstraf rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

C. Modaliteiten van de bemiddeling in strafzaken, overeenkomstig de wet van 10 februari 1994:

samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling;

een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;

bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

D. Alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis (artikel 35 en volgende van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis) :

samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de voorwaarden;

een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de voorwaarden, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;

bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

E. Alternatieve maatregelen ter vervanging van een beslissing door de jeugdrechter: de rechtsomlegging (diversiemaatregelen):

samenwerken met de afdeling "jeugd" van het parket van de procureur des Konings in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de diversiemaatregel;

een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de diversiemaatregel rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;

de afdeling "jeugd" van het parket van de procureur des Konings informeren, binnen de termijn en de vormen door haar vastgelegd, omtrent de uitvoering van de maatregel en, in voorkomend geval, dat zij slechts gedeeltelijk of niet ten uitvoer wordt gelegd. Bij iedere onregelmatigheid dient de afdeling "jeugd" hierover ingelicht te worden.

F. Alternatieve maatregelen in het kader van de genade (artikel 110 van de Grondwet):

samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;

een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;

bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

III. Duur van de overeenkomst :

De overeenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur. Ze treedt in werking op 1 januari 2006 en eindigt op 31 december 2006. Ze kan worden herzien na akkoord met de partijen.

IV. Activiteitenrapport :

De gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) dient een trimestrieel rapport op te stellen. Dit dient de 15de dag van de maand volgend op het vorige trimester te worden overgemaakt. Het jaarlijks rapport bestaat uit een kwalitatief en een kwantitatief luik en dient uiterlijk 15 januari te worden overgemaakt. Het kwalitatieve luik bevat de doelstellingen van het project, het programma, de kritische analyse van de ontwikkelingen gedurende het afgelopen werkingsjaar.

Deze stukken dienen door de gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) te worden overgemaakt aan de coördinator alternatieve maatregelen van het gerechtelijk arrondissement. Bij afwezigheid van laatstgenoemde dienen de stukken te worden gestuurd naar de Federale Overheidsdienst Justitie, Dienst Justitiehuisen, Sectie Alternatieve Maatregelen, Waterloolaan 76 te 1000 Brussel.

De begunstigde gemeente dient de functionerings -en investeringskosten, verbonden aan de recrutering, op zich te nemen.

V. Financiële tussenkomst van de Staat:

Na ondertekening van deze overeenkomst en rekening houdend met artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de stadn een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel, zullen de kredieten die overeenstemmen met de forfaitaire tegemoetkoming waarin het contract voorziet, op verzoek van de Minister van Justitie, door de Minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking van de gemeente worden gesteld door tussenkomst van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten.

Binnen de beschikbare kredieten, die jaarlijks door de Ministerraad worden goedgekeurd, wordt in het kader van deze overeenkomst jaarlijks een totaal bedrag van **39.662,96 Euro** toegekend aan de gemeente **Brussel**. Het betreft volgende tegemoetkoming:

Personeelskost :

1 voltijds universitair personeelslid: 1 x € 39.662,96 = € 39.662,96

Totale (maximale) kost voor de Staat:= €3.662,96,92

De betaling van de financiële tegemoetkoming wordt verricht met een schijf van 70% vanaf het ogenblik waarop de bijkomende aanwervingen effectief zijn gebeurd. Het saldo wordt uitbetaald in de loop van het volgende jaar na controle van de bewijsstukken.

In geval dat het personeel is aangeworven voor een deel van het gerefereerde budgettaire jaar, wordt de forfaitaire tussenkomst evenredig verminderd in verhouding tot de effectief gepresteerde periode.

Opdat de overeengekomen bedragen effectief worden uitbetaald, dient de gemeente het formulier **“Wijziging personeelsbestand”**, bij elke aanwerving, ontslag of aanpassing aan het contract in te vullen. Elk ontslag en/of vervanging van personeel dient aan de hand van dit formulier onmiddellijk te worden gecommuniceerd. Dit formulier moet duidelijk de datum van indiensttreding aangeven. Dit formulier dient te worden overgemaakt aan de Federale Overheidsdienst Justitie, Sectie Alternatieve Maatregelen. Het personeel dient niet op dezelfde datum te worden aangeworven.

De verantwoordingsstukken zullen jaarlijks worden gecontroleerd. Daartoe zal de gemeente aan de Sectie Alternatieve Maatregelen vóór 31 maart van het begrotingsjaar volgend op het jaar waarin de kredieten werden toegekend, een afschrift van de verantwoordingsstukken overmaken die de aard en het bedrag van de uitgaven bewijzen (met name het formulier **”Personeelsoverzicht”** bevattende een overzicht van het aangeworven personeel in het kader van deze overeenkomst, evenals voor elk personeelslid het formulier **“personeelskosten”** evenals de bijlagen die gevraagd werden in de desbetreffende formulieren).

De niet-naleving van de in de overeenkomst vermelde voorwaarden die de gemeente en de Federale Overheidsdienst Justitie verbinden, kan leiden tot de schorsing van de betaling van de forfaitaire uitkering en tot de gedeeltelijke of zelfs volledige terugvordering ervan.

Iedere beslissing van de Minister van Justitie om over te gaan tot de schorsing of zelfs de terugvordering van de tegemoetkoming wordt ter kennis van de Minister van Binnenlandse Zaken gebracht met het verzoek om de genoemde rijksdienst ermee te belasten hiertoe de nodige maatregelen te nemen.

Naast de controles voorzien bij het koninklijk besluit van 26 april 1968, kan het Rekenhof ter plaatse controles uitvoeren.

Gelet op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst en gelet op de tijd nodig voor de behandeling van het financieel dossier dat moet toelaten de voorziene bedragen aan de gemeente over te maken, moet de gemeente voor deze periode de nodige voorschotten voorzien om het opstarten van de in deze overeenkomst voorziene maatregelen te verzekeren.

Deze overeenkomst werd in twee exemplaren ondertekend.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

**(14) Service de prévention - Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek pour l'année 2007.
Preventiedienst - Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2007.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 22.124, 09 euros (l'Etat donne 5.583,78 euros et la Région de Bruxelles-Capitale donne 16.540,31 euros) à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Contrat de Sécurité et de Prévention 2007 ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl ;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2007 entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek , ci-dessous :

Commune d'Etterbeek

CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur De Wolf, Bourgmestre et Monsieur De Baty, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur STOOPE, Président et Monsieur Vanreusel, Secrétaire.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du contrat de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

d'être un centre de crise et d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical;

d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7;

d'être un centre d'accueil et d'orientation;

de proposer une aide sociale, psychologique et administrative;

d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 5 684,29 est octroyé par l'Etat fédéral et € 16 540,31 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit, le montant des subsides qui lui sont alloués par les autorités subsidiantes aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'asbl Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance égale à 70% du montant des subsides octroyés par l'Etat fédéral et une avance égale à 60 % du montant des subsides octroyés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les soldes respectifs de 30% et de 40% seront versés sur présentation des pièces justificatives requises et selon les directives dont question à l'article 5 ci-après.

Article 5

La remise des pièces justificatives concernant les dépenses imputée en frais de contribution, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières des contrats de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur et la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en a fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable pour l'année 2007 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordée par les Autorités subsidiantes.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que défini par les Autorités subsidiantes.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.
Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Pour l'a.s.b.l. Transit
Le Président,
Gustave STOOP

Le Secrétaire,
Roland VANREUSEL

Pour la Commune d'Etterbeek
Pour le Collège,
Le Secrétaire communal,
Monsieur DE BATY

Le Collège,
Le Bourgmestre,
Monsieur DE WOLF

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 22.124,09 euros (de Staat komt tussen voor 5.583,78 euros en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor 16.540,31 euros) voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

Overwegende dat het veiligheids- en preventiecontract 2007 van dit principe niet afwijkt;

Overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

Overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2007 tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen in wiens naam handelen de Heer De Wolf, Burgemeester, en de Heer Debaty, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

EN

De v.z.w. Transit, waarvan de zetel gelegen is Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer STOOP, Voorzitter, en de Heer Vanreusel, Secretaris.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

In het kader van het Veiligheids-en Preventiecontract, afgesloten tussen de Federale Staat, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de gemeente Etterbeek, heeft de v.z.w. Transit de volgende opdracht: fungeren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers die door de politiediensten worden aangehouden of doorgestuurd worden door gemeentelijke diensten of het socio-medisch netwerk; een opvangcentrum zijn voor korte duur, met lage drempel, dat 7 dagen op 7 en 24 uur op 24 geopend is, een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn; sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden; druggebruikers begeleiden bij het nemen van de nodige stappen voor de verbetering van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Daarom wordt een subsidie van 5 684,29 EUR wordt toegekend door de federale staat en 16 540,31 EUR door de Brusselse hoofdstedelijke regering.

Artikel 2

De vzw Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel

Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om de subsidies die door de subsidiërende overheden voor dit doel toegekend werden, aan de v.z.w. Transit over te maken.

Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 70% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie en ten bedrage van 60% van de totale door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. De respectieve saldo's van 30% en 40% zullen gestort worden na voorlegging van de vereiste rechtvaardigingsstukken en volgens de richtlijnen waarvan sprake in artikel 5.

Artikel 5

Het overmaken van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt onder bijdragekosten, zowel voor de personeelskosten als voor de werkmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van het Veiligheids-en Preventiecontract uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest.

Artikel 6

Een deel of het volledige bedrag gestort door de Gemeente Etterbeek aan de v.z.w. Transit dat niet gedekt is door geldige rechtvaardigingsstukken, zal later aan de Gemeente Etterbeek, die het heeft voorschoten, terugbetaald worden.

Artikel 7

Deze overeenkomst geldt voor het jaar 2007 en vervangt alle vorige overeenkomsten die tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek werden afgesloten. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheden.

Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheden, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Geschillen die eruit voortvloeien zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht worden.

Artikel 10

In het geval de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet zou naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.
Elk der contractanten verklaart een ondertekend exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,
Gustave STOOP

De Secretaris,
Roland VANREUSEL

Voor de Gemeente Etterbeek
Voor het College,
De Gemeentesecretaris,
De Heer Debaty

Het College,
De Burgemeester,
De Heer De Wolf

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

**(15) Stationnement payant - Acquisition et placement de 75 horodateurs et matériel d'exploitation supplémentaire - Programme 2007 - Choix du marché
Betalend parkeren - Aankoop en plaatsen van 75 uur- en datumstempelsapparaten en bijkomend exploitatiematerieel - Programma 2007 - Keuze van de opdracht**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 440.000,00 est inscrit l'article 424/74107-98 du budget extraordinaire de 2007 en vue de l'acquisition de mobiliers divers destinés au service du stationnement payant ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, l'acquisition et le placement de 75 horodateurs ainsi que l'achat de matériel d'exploitation ;

Attendu que le coût global du marché est estimé à € 440.000,00 TVA 21% comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'un appel d'offres général sur base du cahier spécial des charges TP/MVP/2007/02 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'Autorité de Tutelle

1. d'approuver le cahier spécial des charges TP/MVP/2007/02 ;
2. d'approuver l'appel d'offres général comme mode de passation du marché ;
3. d'approuver l'estimation de la dépense de € 440.000,00 à imputer sur l'article 424/74107-98 du budget extraordinaire de 2007.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 440.000,00 werd ingeschreven op artikel 424/74107-98 van de buitengewone begroting van 2007 voor de aankoop van verschillend meubilair bestemd voor de dienst van het betalend parkeren;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de aankoop en het plaatsen voorziet van 75 uur- en datumstempelsapparaten alsook de aankoop van bijkomend exploitatiematerieel;

Aangezien dat de globale kostprijs van deze opdracht kan geraamd worden op € 440.000,00 BTW 21% inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een algemene offerteaanvraag op basis van het bijzonder bestek TP/MVP/2007/02;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoorvermelde Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

onder voorbehoud van de goedkeuring van de nodige kredieten door de Toezichthoudende overheid

1. het bijzonder bestek TP/MVP/2007/02 goed te keuren;
2. de algemene offerteaanvraag als gunningswijze van de opdracht goed te keuren;
3. de raming van de uitgave van € 440.000,00 aan te wenden op het artikel 424/74107-98 van de buitengewone begroting van 2007 goed te keuren.

Huidige beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid.

(16) Conseil consultatif etterbeekois du Développement durable Adviesraad voor Duurzame ontwikkeling van Etterbeek

Amendement du groupe CDH

Il est proposé d'ajouter un article 21.

“Le Conseil consultatif établira chaque année un rapport d'activités ainsi qu'une listse des priorités de travail pour l'année suivante”.

Amendement adopté à l'unanimité

Amendement van de CDH groep

Er wordt voorgesteld om een artikel 21 bij te voegen.

“De Adviesraad zal ekl jaar een activiteitenverslag opmaken alsook een lijst van de werkprioriteiten voor het volgende jaar.

Amendement met éénparigheid gestemd.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu que le caractère participatif est intrinsèque au concept général du Développement durable,

Attendu qu'un Conseil consultatif du Développement durable apporterait une plus-value dans la politique communale en la matière,

Vu l'article 120 bis de la Nouvelle Loi Communale,

ARRETE

Un Conseil consultatif etterbeekois du Développement durable est créé à Etterbeek.

Le règlement est fixé comme suit :

Chapitre 1 : Dispositions générales

Art 1. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- le Collège : le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek ;
- le Conseil : le Conseil consultatif etterbeekois du développement durable ;
- l'Administration : les services administratifs de la commune d'Etterbeek ;
- les pouvoirs organisateurs : le Collège des Bourgmestre et Echevins et le Conseil communal ;
- le développement durable : un développement global tenant compte simultanément des 6 dimensions suivantes :
 - du développement économique
 - de l'équilibre environnemental
 - du bien-être social et culturel
 - des populations ailleurs dans le monde (solidarité internationale et plus particulièrement Nord/Sud)
 - de toutes les générations : jeunes et aînés, actuelles et futures
 - d'une démarche la plus participative possible.

Chapitre 2 : Création et missions

Art 2. Il est créé par le Conseil communal d'Etterbeek un « Conseil consultatif du développement durable ». Ce Conseil a pour but de faire des propositions visant à favoriser le développement d'une politique globale de développement durable au sein de la commune, en évitant qu'une dimension soit traitée de manière exclusive.

Art 3. D'initiative ou à la demande du Conseil communal ou du Collège, le Conseil consultatif émet des avis et fait des propositions sous forme de recommandations aux autorités communales.

Art 4. Le Conseil a un rôle consultatif : le pouvoir de décision appartient exclusivement au Collège et au Conseil communal.

Chapitre 3 : Composition du Conseil

Art 5. Les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal pour une durée de 2 ans.

Art 6. Le Conseil comprend 12 membres au moins et 21 membres au plus.

Il est composé par :

- Des membres représentant le pouvoir organisateur.
 - Des membres d'associations actives en matière de développement durable sur le territoire de la Commune.
 - Des citoyens etterbeekois ayant un intérêt particulier pour le développement durable.
- Chaque catégorie comptera entre 4 et 7 membres et ce, en veillant à garder le meilleur équilibre possible parmi les 3 catégories.

Les membres du Conseil sont de préférence etterbeekois ou y exercent leur activité principale.

Les deux tiers au maximum du Conseil sont du même sexe. S'il y a moins de candidatures masculines ou féminines, le Conseil communal peut nommer les membres du Conseil en dérogation à cette règle.

Art 7. Le membre du Collège ayant le Développement durable dans ses attributions ainsi que les collaborateurs du service en question sont invités aux réunions.

Art 8. Les candidats membres du Conseil sont appelés à se faire connaître par courrier adressé au Conseil communal. Les candidatures doivent comporter les qualifications et/ou métier du candidat, son appartenance éventuelle à une association ayant un intérêt en matière de développement durable et ses motivations personnelles.

Le Conseil Communal est compétent pour la sélection des candidats par arrêté motivé.

Art 9. Tout membre est libre de se retirer du Conseil. La démission est adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins pour ensuite être actée et confirmée par celui-ci.

Art 10. Les membres qui ne rempliraient plus une des conditions du présent règlement ou qui n'auraient pas assisté à deux séances consécutives sans en avertir par écrit l'autorité communale seront considérés comme démissionnaires. S'ils s'abstiennent ou refusent de donner volontairement leur démission, celle-ci sera prononcée d'office par le Conseil communal.

Art 11. Tout membre qui, par sa faute, transgresse ses obligations envers le Conseil ou se rend indigne d'en faire partie peut être révoqué par le Conseil communal. L'intéressé sera préalablement admis à présenter sa défense.

Art 12. En cas de décès, démission ou révocation d'un membre, le Conseil communal procède éventuellement à son remplacement. Le membre nommé terminera le mandat de celui qu'il remplace.

Art 13. Le Conseil consultatif désigne en début de mandat un président et un vice-président pour une durée de deux ans.

Chapitre 4 : Fonctionnement du Conseil

Art 14. Le Président réunit le conseil aussi souvent qu'il le juge nécessaire et au moins trois fois par an. Il est tenu de postposer la réunion à la demande d'au moins un tiers des membres.

Art 15. Tous les conseillers communaux et les échevins sont invités à assister aux réunions. En outre, l'attention des membres du Collège, sera attirée lorsque l'ordre du jour reprend des points dans la sphère de leurs compétences.

Par ailleurs, les conseillers communaux désirant être informés régulièrement des travaux du conseil sont invités à le notifier par écrit au Président. Les rapports de réunions et documents envoyés aux membres, dans le cadre des travaux du Conseil, leur seront transmis.

Art 16. La convocation ainsi que l'ordre du jour seront envoyés au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence.

Art 17. Le Conseil ne peut remettre d'avis que si la majorité des membres sont présents.

Art 18. Toutes les propositions émanant du Conseil consultatif sont prises à la majorité des suffrages émis par les membres présents. En cas de partage, la proposition mise aux voix est rejetée.

Art 19. Le secrétariat est assuré par le service du développement durable. Celui-ci rédige les convocations et le procès-verbal de chaque séance et en transmet une copie aux membres du Collège.

Art 20. La participation au Conseil consultatif est bénévole. Aucune indemnité financière n'est octroyée.

Art 21. Le Conseil consultatif établira chaque année un rapport d'activités ainsi qu'une liste des priorités de travail pour l'année suivante.

De Gemeenteraad,

AANGEZIEN burgerparticipatie een essentieel onderdeel is van het algemeen concept van Duurzame Ontwikkeling,

AANGEZIEN een Adviesraad voor Duurzame Ontwikkeling een meerwaarde betekent in het gemeentelijk beleid terzake,

GEZIEN artikel 120 bis van de Nieuwe Gemeentewet,

BESLUIT

In Etterbeek wordt een Etterbeekse Adviesraad voor Duurzame Ontwikkeling opgericht.

Het reglement van de Etterbeekse Adviesraad voor Duurzame Ontwikkeling luidt als volgt:

Hoofdstuk 1 : Algemene bepaling

Art 1. Voor de toepassing van dit reglement, wordt de hierna volgende terminologie als volgt verstaan :

- “het College” : het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Etterbeek ;
- “de Raad” : de Etterbeekse Adviesraad voor Duurzame Ontwikkeling ;
- “de administratie” : de administratieve diensten van de gemeente Etterbeek ;
- “de initiatiefnemende overheid” : het College van Burgemeester en Schepenen en de Gemeenteraad ;
- “Duurzame Ontwikkeling” : een globale ontwikkeling, die tegelijkertijd rekening houdt met verschillende dimensies :
 - Economische ontwikkeling
 - Milieu-evenwicht
 - Sociaal en cultureel welzijn
 - Andere volkeren elders in de wereld (internationale solidariteit tussen noord en zuid)
 - Verschillende generaties, jong en oud, nu en in de toekomst (solidariteit tussen generaties)
 - Een zo participatief mogelijke aanpak

Hoofdstuk 2 : Oprichting en opdrachten

Art 2. De Gemeenteraad van Etterbeek richt een «Adviesraad voor Duurzame ontwikkeling» op. De doelstelling van genoemde Raad bestaat erin voorstellen te formuleren voor het bevorderen en het ontwikkelen van een globaal en transversaal beleid rond Duurzame Ontwikkeling in de gemeente. De Adviesraad moet er vooral voor zorgen dat alle dimensies van D.O. op een evenwichtige manier aandacht krijgen en aan bod komen.

Art 3. Op eigen initiatief of verzoek van de Gemeenteraad of het College, verschaft de Adviesraad adviezen en formuleert voorstellen onder de vorm van aanbevelingen aan de gemeentelijke overheden.

Art 4. De Raad speelt een adviserende rol; de beslissingsbevoegdheid berust bij de Gemeenteraad en/of bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Hoofdstuk 3 : Samenstelling van de Adviesraad

Art 5. De leden van de Raad worden benoemd door de Gemeenteraad voor een periode van 2 jaar.

Art 6. De Raad omvat minstens 12 en maximum 21 leden.

De Raad is samengesteld uit drie categorieën van leden :

- leden die de initiatiefnemende overheid vertegenwoordigen ;
- leden die verenigingen vertegenwoordigen die op het grondgebied van Etterbeek de belangen van Duurzame Ontwikkeling behartigen;
- Etterbeekse burgers die een bijzonder belang hechten aan de Duurzame Ontwikkeling.

In de Raad hebben 4 tot 7 leden uit elke categorie zitting, waarbij een optimaal evenwicht tussen de drie voornoemde categorieën wordt nagestreefd.

De leden van de Raad zijn bij voorkeur Etterbeekenaars of personen die in Etterbeek hun hoofdactiviteiten uitoefenen.

Maximaal twee derden van de leden van de Raad zijn van hetzelfde geslacht. Indien er minder vrouwelijke of mannelijke kandidaturen zijn dan voorziene posten, mag de Gemeenteraad leden benoemen die niet aan de voorgeschreven m/v-verhouding voldoen.

Art 7. De vertegenwoordigers van de Administratie en het Collegelid dat bevoegd is voor Duurzame Ontwikkeling worden uitgenodigd op de vergaderingen van de Raad.

Art 8. De kandidaat leden worden uitgenodigd om zich bekend te maken door middel van een brief gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen. In de brief dienen de kandidaturen hun bekwaamheden en/of hun beroep vermelden, evenals hun lidmaatschap van een vereniging die zich inzet voor Duurzame Ontwikkeling (indien van toepassing) en hun persoonlijke motivatie.

De selectie van de kandidaturen gebeurt door de Gemeenteraad door middel van een met redenen omkleed besluit.

Art 9. Ieder lid is vrij om ontslag te nemen uit de Raad. Het ontslag word schriftelijk betekend aan het College van Burgemeester en Schepenen. Vervolgens zal de Gemeenteraad akte nemen van het ontslag en het bevestigen.

Art 10. De leden van de Raad die op een gegeven ogenblik niet meer zouden voldoen aan één van de voorwaarden van het huidig reglement of leden van de Raad die op twee achtereenvolgende vergaderingen niet aanwezig waren zonder de gemeentelijke autoriteit hiervan vooraf en schriftelijk te hebben verwittigd zullen beschouwd worden als aftrefend, uitgezonderd in geval van overmacht. Indien deze leden zich onthouden of weigeren vrijwillig ontslag te nemen, zal het ontslag van ambtswege uitgesproken worden door de Gemeenteraad.

Art 11. Leden van de Raad die door hun/haar eigen schuld nalaten hun plichten tegenover de Raad te vervullen of niet langer waardig zijn om lid van de Raad te zijn, kunnen door de Gemeenteraad afgezet worden. De betrokkene krijgt evenwel vooraf de toelating om zich te verdedigen.

Art 12. In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een lid zal de Gemeenteraad eventueel overgaan tot zijn/haar vervanging. Een lid van de Raad dat benoemd wordt als plaatsvervanger dient het mandaat van zijn/haar voorganger te beëindigen.

Art 13. De Adviesraad duidt in het begin van het mandaat een voorzitter en een ondervoorzitter aan en dit voor de duur van het mandaat van de Raad.

Hoofdstuk 4 : Werking van de Adviesraad

Art 14. De voorzitter roept de leden van de Adviesraad samen zo vaak als hij het wenst en minstens 3 maal per jaar. Hij is ertoe gehouden de Raad samen te roepen als minstens één derde van de leden van de Raad hierom verzoekt.

Art 15. Alle schepenen en gemeenteraadsleden worden uitgenodigd om de vergaderingen van de Raad bij te wonen. Bovendien zal de Adviesraad er de aandacht van de leden van de Raad op vestigen telkens als onderwerpen uit hun bevoegdheidsgebied op de bijeenkomsten van de Adviesraad ter sprake komen. Gemeenteraadsleden die op regelmatige tijdstippen geïnformeerd wensen te worden over de werking van de Raad worden verzocht zulks schriftelijk te melden aan de voorzitter. De verslagen van de vergaderingen en de documenten die in het kader van de werkzaamheden van de Raad aan de leden worden overgemaakt worden dan ook bezorgd aan de gemeenteraadsleden die erom verzochten.

Art 16. De oproeping gebeurt minstens vijf dagen vóór de datum van de vergadering, behalve in geval van hoogdringendheid.

Art 17. De Raad kan slechts een geldig advies uitbrengen indien de meerderheid van de leden aanwezig is op de vergadering.

Art 18. Alle beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. In geval van gelijkheid van stemmen wordt de voorgestelde beslissing afgewezen.

Art 19. De dienst Duurzame Ontwikkeling neemt het secretariaat van de Raad waar. De dienst Duurzame Ontwikkeling verzorgt de oproepingen en stelt de verslagen van de vergaderingen op. Een afschrift van het verslag wordt bezorgd aan de leden van het College.

Art 20. De deelname aan de Raad gebeurt op vrijwillige basis. Geen enkele financiële tussenkomst of tegemoetkoming is toegestaan.

Art 21. De Adviesraad zal elk jaar een activiteitenverslag opmaken alsook een lijst van de werkprioriteiten voor het volgende jaar.

(17) Culte protestant - Eglise Anglicane Unifiée - Compte 2005
Protestantse eredienst - Verenigde Anglikaanse Kerk - Rekening 2005

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal,

Attendu que la commune d'Ixelles nous a transmis le 06 avril 2006, pour avis, la délibération de la fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée clôturant son compte pour l'année 2005 ;

Attendu que la circonscription de cette église s'étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES 2005

ordinaires	€ 92 793.76
extraordinaires	€ 14 780.76
Total recettes	€ 240 596.52

DEPENSES

relatives au culte	€ 32 504.29
ordinaires	€ 100 111.23
extraordinaires	€ 107 667.93
Total dépenses	€ 240 283.45

SOIT AVEC UN BONI DE € 313.08

Attendu que le compte se clôture par un excédent en recettes ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255 9° de la loi communale.

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce document.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeente Elsene ons op 6 april 2006 voor advies, de beraadslaging van de kerkfabriek van de Verenigde Anglikaanse Kerk betreffende de afsluiting van haar rekening over 2005 heeft overgemaakt ;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze kerk zich gedeeltelijk uitstrekt over onze gemeente ;

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft :

<u>ONTVANGSTEN</u>	2005
gewone	€ 92 793.76
buitengewone	€ 14 780.76
totaal	€ 240 596.52
<u>UITGAVEN</u>	
betreffende de eredienst	€ 32 504.29
gewone	€ 100 111.23
buitengewone	€ 107 667.93
totaal	€ 240 283.45

HETZIJ MET EEN OVERSCHOT VAN € 313.08

Overwegende dat deze rekening desondanks afsluit met een overschot in ontvangsten ;

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst ;

Gelet op het artikel 255 9° van de gemeentewet ;

BESLIST

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van dit document ;

(18) Culte protestant - Eglise Anglicane Unifiée - Budget 2006 Protestantse eredienst - Verenigde Anglikaanse Kerk - Begroting 2006

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Attendu que l'Administration communale d'Ixelles nous a transmis le 27 août 2006, pour avis, conformément aux instructions en la matière, le budget pour 2006 de l'Eglise Anglicane Unifiée dont la circonscription s'étend sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

<u>RECETTES</u>	2006
ordinaires	€ 141 625.10
extraordinaires	€ 423 673.77
total	€ 565 301.87
<u>DEPENSES</u>	
relatives au culte	€ 32 200.00
ordinaires	€ 17 050.00
extraordinaires	€ 406 866.87
total	€ 565 301.87

Soit en équilibre sans intervention de la Commune.

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255,9° de la nouvelle loi communale

Attendu que le budget de 2006 de l'Eglise Anglicane Unifiée se clôture en équilibre ;

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce document.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Elsene ons op 27 augustus 2006, voor advies, de begroting over 2006 van de Verenigde Anglikaanse Kerk waarvan de gebiedsomschrijving zich uitstrekt over onze gemeente heeft overgemaakt overeenkomstig de terzake bestaande voorschriften;

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft;

ONTVANGSTEN 2006

Gewone	€ 141 625.10
Buitengewone	€ 423 673.77
totaal	€ 565 301.87

UITGAVEN

Betreffende de eredienst	€ 32 200.00
Gewone	€ 17 050.00
Buitengewone	€ 406 866.87
Totaal	€ 565 301.87

Hetzij in evenwicht zonder gemeentelijke tussenkomst.

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op het artikel 255,9° van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de begroting over 2006 van de Verenigde Anglikaanse Kerk in evenwicht is;

BESLIST:

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van dit document.

(19) Culte Israélite - Communauté Israélite du Rite Sépharadite de Bruxelles - Compte 2005 Israëlitische eredienst - Israëlitische Gemeenschap van de Sefarische ritus van Brussel - Rekening 2005

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal,

Attendu que l' administration communale de Schaerbeek nous a fait parvenir le 31 décembre 2005, le compte 2005 de la Communauté Israélite du Rite Sépharadite de Bruxelles dont la circonscription s'étend sur le territoire de notre commune;

Attendu que les comptes se présentent comme suit :

<u>RECETTES</u>	2005
ordinaires	€ 209527.42
extraordinaires	€ 7612.28
TOTAL	€ 217139.70

<u>DEPENSES</u>	
relatives au culte	€ 57859.88
ordinaires	€ 123106.92
extraordinaires	€ 9606.07
TOTAL	€ 190572.87

BONI DE € 26566.83

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 155, 9° de la loi communale

Attendu que le compte de cette Communauté se clôture en boni ;

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2005 de la Communauté Israélite du Rite Sépharadite de Bruxelles.

De Gementeraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Schaarbeek ons op 31 december 2005 de rekening 2005 van de Israelitische Gemeenschap van de Sefardische Ritus van Brussel heeft overgemaakt ;

Overwegende dat de rekening de volgende inhoud heeft ;

<u>ONTVANGSTEN</u>	2005
gewone	€ 209527.42
buitengewone	€ 7612.28
TOTAAL	€ 217139.70

<u>UITGAVEN</u>	
betreffende de eredienst	€ 57859.88
gewone	€ 123106.92
buitengewone	€ 9606.07
TOTAAL	€ 190572.87

OVERSCHOT VAN € 26566.83

Overwegende dat de rekening met een overschot afsluit zonder tussenkomst van de gemeente;
Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST

een gunstig advies over dit document te verstrekken

(20) Culte Israélite - Communauté Israélite du rite sépharadite de Bruxelles - Budget 2006 Israëlische eredienst - Israëlische gemeenschap van de sefardische ritus van Brussel - Begroting 2006

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Attendu que l'Administration communale de Schaerbeek nous a transmis le 25 octobre 2006, pour avis, conformément aux instructions en la matière, le budget pour 2006 de la Communauté israélite du Rite Sépharadite de Bruxelles dont la circonscription s'étend sur le territoire de notre commune;
Attendu que ce document se présente comme suit:

<u>RECETTES</u>	2006
ordinaires	€ 412 822.98
extraordinaires	€ 3 172.61
TOTAL	€ 415 995.59

<u>DEPENSES</u>	
relatives au culte	€ 50 350.00
ordinaires	€ 129 395.59
extraordinaires	€ 236 250.00
TOTAL	€ 415 995.59

SOIT EN EQUILIBRE :

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale

Attendu que le budget 2006 de cette église se clôture en équilibre, sans intervention de la commune;

DECIDE

d'émettre un avis favorable a l'approbation de ce document.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Schaarbeek ons op 25 oktober 2006, voor advies, de begroting 2006 van de Israëlitische Gemeenschap van de Sefardische Ritus van Brussel waarvan de gebiedsomschrijving zich uitstrekt over onze gemeente heeft overgemaakt overeenkomstig de terzake bestaande voorschriften ;
Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft ;

<u>ONTVANGSTEN</u>	2006
gewone	€ 412 822.98
buitengewone	€ 3 172.61
totaal	€ 415 995.59

<u>UITGAVEN</u>	
betreffende de eredienst	
gewone	€ 50 350.00
buitengewone	€ 129 395.59
totaal	€ 236 250.00

HETZIJ IN EVENWICHT :

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst ;

Gelet op artikel 155, 9° van de gemeentewet ;

Overwegende dat de begroting 2006 van de Israëlitische Gemeenschap van de Sefardische Ritus van Brussel in evenwicht is zonder tussenkomst van de gemeente ;

BESLUIT

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van dit document .

(21) Culte catholique - Eglise N.D. du Sacré-Coeur - Compte 2006 Katholieke eredienst - Kerk van O.L.V. van het Heilig Hart - Rekening 2006

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Vu la décision du 05 février 2007 du Conseil de fabrique de l'Eglise Sacré Cœur arrêtant son compte pour 2006.

Attendu que ce document se présente comme suit :

<u>RECETTES</u>	2006
ordinaires	€ 34600.23
extraordinaires	€ 305.44
Total	€ 34905.67

<u>DEPENSES</u>	
relatives au culte	
ordinaires	€ 12271.37
extraordinaires	€ 22580.84
	€ 0
total	€ 34852.21

SOIT AVEC UN BONI DE € 53.46

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 155, 9° de la loi communale :

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2006, de l'Eglise N.D. du Sacre Cœur, compte tenu qu'il se clôture en boni sans intervention de la commune.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van 05 februari 2007 van de kerkfabriek van de O.L.V van het Heilig Hart houdende vaststelling van haar rekening 2006

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft :

	2006
<u>ONTVANGSTEN</u>	
gewone	€ 34600.23
buitengewone	€ 305.44
totaal	€ 34905.67
<u>UITGAVEN</u>	
betreffende de eredienst	€ 12271.37
gewone	€ 22580.84
buitengewone	€ 0
totaal	€ 34852.21
HETZIJ MET EEN OVERSCHOT VAN	€ 53.46.

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST

Een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekening 2006 van de Kerk O.L.V. van het Heilig Hart aangezien dit zich afsluit met een boni zonder tussenkomst van de gemeente.

**(22) A.S.B.L. ""Centre culturel d'Etterbeek"" Compte 2006 - Budget 2007,
V.Z.W. ""Cultureel Centrum van Etterbeek"" Rekeningen 2006 - Begroting 2007**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 148.650 € a été proposé en faveur de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » au budget ordinaire 2006 de la commune d'Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiées par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du nouveau décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2006 et le budget 2007 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2006 et le budget 2007 de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek », tels qu'ils sont annexés à la présente.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 148.650 € ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2006 werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekening 2006 en de begroting 2007 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

De rekeningen 2006 en begroting 2007 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd, goed te keuren.

- (23) Service financier - Emprunt pour financer le renouvellement de divers trottoirs subsidié par des charges d'urbanisme**
Financiële dienst - Lening om het renovatie van verschillende voetpaden die gesubsidieerd worden met stedenbouwkundige lasten te financieren

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu que la commune, ci-après dénommée l'emprunteur, souhaite recourir à l'emprunt pour financer le renouvellement de divers trottoirs subsidié par des charges d'urbanisme;

Vu l'accord de Dexia Banque du 25 mai 2007;

DECIDE

d'emprunter à Dexia Banque, aux conditions ci-dessous, un montant de € 871.150,00 qui sera affecté au paiement de la dépense précitée.

APPROUVE

toutes les stipulations ci-après :

Article 1 – ouverture de crédit

Généralités

Le crédit sera ouvert à un compte « ouverture de crédit » dont le numéro sera communiqué par Dexia Banque dès que celle-ci sera en possession de la présente résolution d'emprunt dûment signée.

La période de prélèvement aura une durée d'un an maximum.

Aucun remboursement anticipé n'est permis pendant cette période.

Prélèvements

Dexia Banque paiera directement les créanciers de l'emprunteur (entrepreneurs, fournisseurs ou ayants droit) sur ordres créés à leur profit et à imputer sur le compte susdit.

Taux et intérêts pendant la période de prélèvement

Sur chaque solde débiteur journalier, le taux d'application est basé sur l'EURIBOR 3 mois du jour publié sur l'écran Reuters à la page EURIBOR01, augmenté d'une marge telle que définie par Dexia Banque dans sa lettre d'accord susmentionnée. S'il s'agit d'un jour non ouvrable bancaire, le taux appliqué est celui du dernier jour ouvrable bancaire précédent.

Au cas où la référence du taux de base viendrait à disparaître, elle sera remplacée par une autre référence équivalente.

Intérêts de l'ouverture de crédit

Les intérêts sont calculés chaque jour sur le solde débiteur au taux du jour.

Les intérêts débiteurs dus sur les montants prélevés de l'ouverture de crédit seront portés trimestriellement au débit du compte courant ordinaire de l'emprunteur. Ils seront calculés sur base du nombre réel de jours courus sur 360 jours.

Commission de réservation

Durant la période pendant laquelle le crédit est ouvert, aucune commission de réservation ne sera calculée sur les fonds non prélevés.

Clôture du crédit et conversion en un emprunt

La période de prélèvement sera clôturée et l'ouverture de crédit sera convertie en un emprunt, soit à la date à laquelle la totalité des fonds aura été prélevée, soit à la date de réception de la demande de l'emprunteur mais au plus tard un an après l'ouverture de crédit.

Dans ces deux derniers cas le montant total de l'ouverture de crédit en ce compris les fonds qui n'auraient pas encore été prélevés au moment de la clôture, sera converti en un emprunt. Le solde non prélevé dont il est question ci-dessus, pourra être utilisé pour poursuivre le paiement des investissements couverts par l'opération.

Un tableau « Compte de l'emprunt » sera adressé à l'emprunteur peu après la conversion.

Article 2 – Prêt consolidé

Taux du prêt consolidé

Le taux applicable est fixé sur base de la référence de taux EURIBOR 3 mois ajustée d'une marge telle que précisée dans la lettre d'accord susdite. Cette marge tient compte de la périodicité d'imputation des charges.

Le taux applicable est fixé SPOT, soit deux jours bancaires ouvrables avant le jour de fixation sur base du taux EURIBOR 3 mois tel que publié à l'écran REUTERS, page EURIBOR01.

Chaque révision de taux se fait sur base des principes énoncés ci-avant.

Au cas où la référence du taux de base viendrait à disparaître, elle sera remplacée par une autre référence équivalente.

Le taux fixé fera l'objet d'une révision trimestrielle.

Remboursement de l'emprunt et paiement des charges

L'emprunt est remboursable en une tranche unique à l'échéance de l'emprunt.

Les intérêts de l'emprunt, calculés au taux tel qu'il est défini à l'article 2, sont portés trimestriellement à terme échu en compte.

Les remboursements anticipés ne sont possibles qu'à une date de révision. S'ils ont lieu à ces dates, aucuns frais ne seront portés en compte. L'emprunteur devra informer Dexia Banque, par simple courrier, au moins un mois à l'avance de la date à laquelle il souhaite effectuer le remboursement anticipé du prêt ainsi que du montant de ce remboursement.

Toute autre opération non prévue contractuellement, qui implique une adaptation du tableau d'amortissement, est assimilée à une modification de l'objet même du marché et considérée comme une résiliation unilatérale du marché par l'emprunteur. Dans ce cas, la banque a droit à une indemnité qui correspond à la perte financière réellement encourue.

Article 3 – Dispositions générales

Le Conseil s'engage :

- _ à faire parvenir directement à Dexia Banque, à chaque échéance, le montant nécessaire pour apurer les charges de l'emprunt.

L'administration s'engage à affecter l'ouverture de crédit ainsi que tous les prélèvements qui seraient faits, d'une manière conforme aux conditions de la présente décision ainsi qu'à l'objet et à la destination du crédit tel que communiqués à Dexia Banque.

L'administration déclare qu'elle a respecté, respecte et respectera la législation qui lui est applicable, et relative à la présente demande de crédit.

Les charges en question (amortissements, intérêts, commission de réservation et frais éventuels) seront, en cas de retard de paiement après un délai de 30 jours, portées au débit du compte courant de la commune garante, valeur de leur échéance. En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'art. 15 § 4 de l'annexe à l'A.R. du 26 septembre 1996, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeente, eveneens hiernagenoemd de lener, een lening wenst aan te gaan voor de renovatie van diverse voetpaden die gesubsidieerd zullen worden met stedenbouwkundige lasten;

Gelet op de brief dd. 25 mei 2007 waarbij Dexia Bank zijn akkoord verleent voor de lening vermeld in dit besluit.

BESLUIT

bij Dexia Bank, tegen de hiernavermelde voorwaarden, een bedrag van **871.150,00 EUR** te lenen dat zal aangewend worden tot het betalen van bovenvermelde uitgave.

KEURT

al de hiernavermelde bepalingen GOED:

Artikel 1 - Kredietopening

Algemeenheden

Voor een opnemingsperiode van maximum één jaar wordt het krediet geopend op een rekening kredietopening twee bankwerkdagen na ontvangst van het leningsbesluit.

Gedurende deze periode is geen enkele vervroegde terugbetaling toegestaan.

Geldopnemingen

Dexia Bank zal de schuldeisers (aannemers, leveranciers of rechthebbenden) rechtstreeks betalen, tegen overlegging van orders in hun voordeel opgesteld vanaf voormelde rekening.

Rentevoet tijdens de opnemingsperiode

De debetrentevoet wordt berekend op basis van de dagrente. De rentevoet van toepassing op elk dagelijks debetsaldo is gebaseerd op de EURIBOR 3 maanden gepubliceerd dezelfde dag op het Reuterscherm EURIBOR01. Indien het niet om een bankwerkdag gaat, wordt de rentevoet van de laatste bankwerkdag toegepast.

Ingeval de referentie van de basisrentevoet zou wegvallen, zal ze vervangen worden door een andere equivalente referentie.

Intresten op de kredietopening

De intresten worden dagelijks berekend op het debetsaldo op basis van de intrestvoet van de dag.

De debetintresten op de opgenomen bedragen van de kredietopening worden trimestrieel bij vervallen termijn op 1 april, 1 juli, 1 oktober en 31 december op het debet van de rekening-courant van de lener geboekt. Ze worden berekend op basis van het reëel aantal dagen op 360.

Reserveringscommissie

Gedurende de periode dat het krediet geopend is, wordt geen reserveringscommissie berekend.

Afsluiting van de kredietopening en omzetting in een lening

De opnemingsperiode wordt afgesloten en de kredietopening wordt omgezet in een lening, ofwel op de datum van de totale opneming van de fondsen, ofwel op de datum van de ontvangst van een aanvraag maar ten laatste één jaar na de datum van de opening van het krediet.

In deze laatste twee gevallen wordt het totaal bedrag van de kredietopening met inbegrip van de eventueel niet gebruikte fondsen omgezet in een lening. Voormeld niet opgenomen saldo kan gebruikt worden, hetzij om verder de betrokken investering te betalen, hetzij om de lening geheel of gedeeltelijk vervroegd terug te betalen, hetzij mits een aanvraag tot bestemmingswijziging om andere uitgaven te betalen.

Een tabel "rekening van de lening" wordt aan de lener toegestuurd kort na de afsluiting van de kredietopening.

Artikel 2 – geconsolideerde lening

De rentevoet vastgesteld op het ogenblik van de consolidatie is gebaseerd op de EURIBOR 3 maand van toepassing twee bankwerkdagen vóór de consolidatie zoals gepubliceerd op het Reuterscherm EURIBOR01 verhoogd met een marge van 9 basispunten.

De aldus vastgestelde rentevoet is geldig voor een periode van 3 maanden.

De rentevoet zal driemaandelijks herzien worden op basis van de hierboven geciteerde principes.

De rentevoeten die bij elke herziening bepaald worden, zullen toegepast worden voor elke volgende overeenstemmende periode.

Ingeval de referentie van de basisrentevoet zou wegvallen, zal ze vervangen worden door een andere equivalente referentie.

Terugbetaling en aanrekening van de intresten van de lening

Het kapitaal van de lening zal éénmalig terugbetaald worden op de eindvervaldag van de lening.

De intresten van de lening, berekend tegen de rentevoet zoals bepaald in artikel .2, vervallen drie maanden na de omzetting van de kredietopening in een lening. De volgende vervaldagen volgen elkaar op met een tussentijd van één trimester.

Vervroegde terugbetalingen zijn enkel mogelijk op een herzieningsdatum. Indien ze uitgevoerd worden op die data worden geen kosten aangerekend. De kredietnemer zal, tenminste 1 maand op voorhand, Dexia Bank schriftelijk moeten informeren over de datum waarop hij de vervroegde terugbetaling van de lening wenst uit te voeren, alsook over het bedrag van deze terugbetaling.

Elke andere, niet-contractueel voorziene verrichting die een aanpassing van de aflossingstabel tot gevolg heeft, wordt gelijkgesteld met een wijziging van het voorwerp van de opdracht en wordt beschouwd als een eenzijdige verbreking van het contract door het bestuur. In dat geval heeft de bank recht op een vergoeding gelijk aan haar reëel financieel verlies.

Artikel 3- Algemene schikkingen

De lener verbindt zich er toe onderhavige kredietopening en alle opnames die in dit kader worden verricht steeds te zullen aanwenden conform aan de voorwaarden van deze beslissing en aan het voorwerp en de bestemming van het krediet zoals medegedeeld aan Dexia Bank.

De lener verklaart bij deze alle wetgeving te hebben nageleefd en desgevallend te zullen naleven die op haar van toepassing kunnen zijn bij het besluiten van onderhavige kredietaanvraag.

Mochten de voormelde ontvangsten ontoereikend zijn voor de betaling der intresten, de reserveringscommissies en voor de aflossing der lening op de vastgestelde vervaldagen, evenals voor de bovenvermelde eventuele afname, verbindt de gemeente zich bij Dexia Bank onmiddellijk het nodige bedrag te storten om de vervallen schuld volledig af te betalen.

Bij gehele of gedeeltelijke laattijdige betaling van de verschuldigde bedragen, zijn verwijlintresten van rechtswege en zonder ingebrekestelling verschuldigd, berekend tegen de rentevoet overeenkomstig artikel 15 § 4 van de bijlage bij het Koninklijk Besluit van 26 september 1996, en dit gedurende de periode van niet-betaling.

Dit besluit is onderworpen aan het algemeen toezicht voorzien door de wet.

Par arrêté du 09.08.2007 la Tutelle annule cet acte.
Bij besluit van 09.08.2007 vernietigt de toezicht deze akte.

(24) Procès-verbal de vérification de la Caisse du Receveur communal - 1er trimestre 2007
Proces-verbaal van zachticht van de kas van de Gemeenteontvanger - 1ste trimester 2007

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend acte de la caisse du Receveur communal.
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad akte van de kas van de Gemeenteontvanger.

Voir annexe – Zie bijlage.

(25) Motion du Collège relative aux antennes de télécommunication mobile.
Motie betreffende de mobiele telecommunicatie antennen.

Ce point est retiré de l'ordre du jour du conseil.
Dit punt wordt van de agenda van de gemeenteraad uitgeschrapt.

(26) Interpellation de M. Christophe GASIA concernant la position du Collège quant à la signature par la Commune d'Etterbeek de la Charte de l'Association pour la Défense du ""Deux Roues Motorisé"" relative à ""La prise en compte des motards dans l'infrastructure routière"".
Interpellatie van Dhr. Christophe GASIA betreffende de bescherming van de gemotoriseerde tweewielers met betrekking op ""het rekening houden van de motorrijders in weginfrastructuur"".

Monsieur Christophe GASIA expose son interpellation.

La commune d'Etterbeek s'est toujours préoccupée de la sécurité des usagers de la route et en particulier de celle des usagers dits "faibles" que représentent notamment les piétons et les cyclistes.

C'est ainsi que les nouveaux aménagements relatifs aux voiries communales ont été élaborés en tenant compte d'un objectif visant le rencordement de la sécurité par la propagation, notamment, du nombre de trottoirs dits "en oreille" pour ne citer qu'un exemple parmi d'autres.

Le journal "le Soir" du 30 mai 2007 évoquait en page 10 l'initiative prise par l'Association pour la Défense du Deux-Roues Motorisé (ADDRM) de proposer aux 19 communes de la Région bruxelloise la signature d'une Charte pour la sécurité des motards.

Bien que celle-ci vise prioritairement le rappel des besoins spécifiques des deux-roues motorisés lors de la réalisation ou de la réparation des infrastructures routières, plusieurs points énumérés dans cette Charte représentent un intérêt certain pour l'ensemble des usagers.

Par ailleurs, la hausse de 22% des immatriculations de deux-roues durant l'année 2006 démontrent une croissance importante de ce mode de déplacements vers les personnes soucieuses d'éviter les embarras de circulation, ce qui légitime l'attention grandissante qu'il conviendrait d'accorder à leurs préoccupations.

C'est ainsi que sont proposés l'utilisation de peintures antidérapantes pour les marquages au sol, un choix de matériaux présentant une adhérence suffisante pour le revêtement ou encore, en matière de casse-vitesse, l'installation privilégiée de coussins berlinois à la place des dos d'âne.

De même, l'ADDRM propose d'apporter aux communes tous les conseils et avis qu'elles solliciteraient lors de l'étude de nouveaux aménagements.

Selon les informations en ma possession, la commune d'Etterbeek n'aurait pas encore pris position quant à la signature ou non de cette Charte.

Pourriez-vous me dire s'il entre ou non dans les intentions de la commune de signer cette Charte ainsi que de faire appel à l'avis d'une ou plusieurs associations de motards lors de l'étude de nouveaux aménagements routiers ?

Monsieur le Bourgmestre répond que la proposition de charte soumise par l'Association pour la Défense des Deux-Roues Motorisés (ADDRM) a fait l'objet d'un rapport en date du 23 mai 2007. Au terme de ce rapport, les services de la Mobilité et de la Voirie ont conclu comme suit.

Les engagements compris dans la charte concernent essentiellement l'aménagement des voiries. Le service de la Voirie a marqué son accord de principe sur ces revendications, car celles qui relèvent de la compétence communale sont déjà rencontrées autant que possible.

Dès lors, comme ces engagements ne devraient pas influencer les méthodes de travail de la Commune, nous considérons qu'il s'agit là d'un acte purement politique.

A ce sujet, il convient de remarquer que l'usage des deux-roues en ville présente un bilan contrasté :

- *d'une part, cela répond à de réels besoins de mobilité, et, comparativement à la voiture, limite l'encombrement de l'espace public;*
- *d'autre part, cela apporte de nouvelles nuisances sonores et présente un bilan environnemental et de sécurité routière très mitigé.*

Globalement, nous considérons néanmoins que ce mode de transport représente une alternative intéressante à l'usage de la voiture.

C'est pourquoi nous ne voyons pas de contre-indications à l'adoption de cette charte par le Conseil communal.

De heer Christophe GASIA legt zijn interpellatie uit.

De Gemeente Etterbeek heeft zich altijd verontrust voor de veiligheid van de weggebruikers en in het bijzonder voor die van de zogezegde zwakke weggebruikers zoals de voetgangers en de fietsers.

Zo werden er nieuwe inrichtingen met betrekking op de gemeentewegen uitgewerkt door rekening te houden met de bedoeling de versterking van de veiligheid te verzekeren door in het bijzonder het aantal trottoirs «in oor» om maar één voorbeeld aan te halen, uit te breiden

De krant «Le Soir» van 30 mei 2007 haalde op pagina 10 het initiatief genomen door «L'Association pour la Défense du Deux-Roues Motorisé (ADDRM)» om aan de 19 gemeente van het Brussels Gewest de ondertekening van een handvest voor de veiligheid van de motorrijders voor te stellen.

Alhoewel deze bij voorkeur gericht is op de specifieke noden van de gemotoriseerde tweewielers tijdens de verwezenlijking of de herstelling van de weginfrastructuur vertegenwoordigen sommige punten, opgesomd in het handvest, een zeker belang voor het geheel van de gebruikers

Bovendien, toont de stijging van 22% van de inschrijving van de tweewielers gedurende het jaar 2006 duidelijk een belangrijke groei aan van dit vervoermiddel bij de personen bezorgd om de verkeersproblemen te vermijden; wat de toenemende aandacht dat men aan hun zorgen besteed, rechtvaardigt.

Het is zo dat men het gebruik van antislipverf voor de wegmarkering voorstelt alsook een ruime keuze aan materiaal met de nodige aanhechtingskracht voor de wegbekleding of ook nog, op het gebied van verkeersdrempels, de plaatsing van berlijn kussens te bevoorrechten in plaats van een opwelling

Op dezelfde wijze, stelt het ADDRM voor om aan de gemeentes al de raadgevingen en de adviezen te geven dat ze zouden verzoeken tijdens de studie voor nieuwe inrichtingen.

Zou u me kunnen zeggen of het al of niet in de bedoelingen ligt van de Gemeente om dit handvest te ondertekenen alsook om het advies te vragen van één of verschillende Motorrijders Verenigingen tijdens de studie voor nieuwe weginrichtingen

De heer Burgemeester antwoordt dat het voorstel voor een handvest voorgelegd door «L'Association pour la Défense des Deux-Roues Motorisées (ADDRM) het voorwerp uitgemaakt heeft van een verslag gedateerd op 23 mei 2007. Krachtens dit verslag hebben de diensten van de Mobiliteit en de gemeentelijke wegendienst het volgende besloten:

De verbintenissen bevat in het handvest zijn voornamelijk gericht op de herinrichting van de wegen. De wegendienst heeft haar principeakkoord voor deze eisen gegeven, want deze die onder de gemeentelijke bevoegdheden vallen zijn al voor een groot deel in aanmerking genomen.

Zodra deze verbintenissen de manier van werken van de Gemeente niet zouden beïnvloeden, zijn wij van oordeel dat het alleen om een politieke handeling gaat.

Daaromtrent, dient men op te merken dat het gebruik van de tweewielers in de stad een sterk verschillende balans voorstelt:

- *Enerzijds geeft dit een antwoord aan de reële nood aan mobiliteit en, in vergelijking met de wagen, beperkt het de opstopping van de openbare ruimte;*
- *Anderzijds brengt dat geluidshinder met zich mee en stelt het een heel matige milieu en verkeersveiligheid voor;*

Algemeen gezien zijn wij niettemin van oordeel dat dit vervoermiddel een interessant alternatief vertegenwoordigt tegenover het gebruik van de wagen.

Daarom zien wij geen contra-indicatie voor de goedkeuring van dit handvest door de Gemeenteraad.

**(27) Interpellation de M. André du Bus de WARNAFFE à propos du dossier Beauport.
Interpellatie van Dhr André du BUS de WARNAFFE betreffende het dossier Beauport.**

Réponse de ce point en comité secret. Le dossier portera le numéro 69.

Antwoord op dit punt in zitting met gesloten deuren. Het dossier zal nummer 69 dragen.

**(28) Interpellation de Mme Corinne DE HENAU relative à la mise en place d'un Conseil consultatif des Aînés.
Interpellatie van Mevrouw Corinne DE HENAU betreffende de opstarting van een adviesraad voor senioren.**

Madame Corinne DE HENAU expose son interpellation.

A Etterbeek, 18% de la population a plus de 60 ans, (soit 7.230 personnes) dont une proportion plus importante de femmes à partir de 70 ans.

A la demande de nombreux habitants d'Etterbeek et dans le cadre des programmes de tous les partis démocratiques qui visent à soutenir l'autonomie des aînés au sein de notre société et à renforcer leur insertion sociale et citoyenne, la commune d'Etterbeek pourrait-elle prévoir la création d'un Conseil consultatif des Aînés ?

La création de ce Conseil répondrait parfaitement au souci, développé dans le 1^{er} chapitre de la déclaration de politique générale, à savoir celui d'encourager la participation de tous les habitants. A cet égard, les commissions consultatives d'Etterbeek semblent avoir démontré leur intérêt et généré de nombreux projets.

Ce Conseil consultatif permettrait la participation des aînés ainsi que celle de toutes les associations qui les représentent. Il examinerait les projets qui concernent les politiques menées par le Collège : politiques d'améliorations de la mobilité, accès aux sports et aux loisirs, réduction drastique de la fracture numérique,

développement d'espaces intergénérationnels dans tous les quartiers, accès aux soins de santé, etc... Il serait le lieu de l'évaluation des actions menées visant à l'égalité et à l'inclusion sociale, aux droits des aînés, ceci en vue d'améliorer leur qualité de vie et leur participation à la vie de notre commune.

A toutes fins utiles vous trouverez en annexe, un projet de statuts, bien entendu à adapter à la situation de la commune d'Etterbeek.

STATUTS DU CONSEIL CONSULTATIF DES AINES

TITRE I – DENOMINATION, SIEGE, OBJET

Article 1

Il est créé un Conseil des Séniors ou des Aînés de la Commune d.... Ce Conseil agira comme organe d'avis. Le pouvoir de décision appartient exclusivement au Collège et au Conseil communal.

Article 2

Le siège du Conseil consultatif des Aînés (CCA) est fixé en l'Hôtel communal d'Etterbeek.

Article 3

Le Conseil Consultatif des Aînés émet son avis sur toute question qui lui est soumise par le Collège Echevinal, par le Conseil Communal ou par le Conseil de l'Action Sociale. Il peut également agir d'initiative auprès de ces trois instances officielles, par l'intermédiaire du Collège.

Article 4

L'objet du CCA est d'étudier les besoins et les intérêts spécifiques des personnes âgées et de les faire connaître au Collège, afin de les traiter d'une manière transversale.

TITRE II – STRUCTURE – COMPOSITION DU CONSEIL

Article 5

Le CCA est constitué :

- a) de représentants des organisations des aînés ayant leur siège sur le territoire de ..., ayant effectivement des activités sur ce territoire;
- b) des aînés habitant ..., délégués par les fédérations de pensionnés au niveau national, ayant effectivement des activités sur le territoire de ...;
- c) pour un maximum de 40% : des aînés de plus de 60 ans habitant Les candidatures seront soumises aux membres du CCA (voir a et b), et à l'Echevin(e) de tutelle. Toutefois, les candidats doivent satisfaire aux critères suivants :
 - c1 : ne pas exercer de mandat politique;
 - c2 : ne pas faire partie d'un mouvement anti-démocratique, quel qu'il soit
 - c3 : s'engager à ne pas faire de prosélytisme au sein du Conseil;
 - c4 : s'engager au respect de chacun des membres, tant aux points de vue linguistique, philosophique ou religieux; homme ou femme...
- d) de délégués de l'administration et/ou du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale.
- e) Les 2/3 des membres au maximum seront du même sexe. S'il y a moins de candidatures masculines ou féminines, le Conseil communal peut accorder des dérogations et fixer une procédure pour remédier à la situation.
- f) Le conseil communal détermine, s'il le souhaite, les cas dans lesquels la consultation du CCA est obligatoire. Tous les membres de la CCA sont agréés par le Collège des Bourgmestres et Echevins et le Conseil communal.
- g) Le Collège fera un large appel aux candidatures, en y adjoignant les conditions de la candidature, le délai de dépôt et l'adresse de la personne ou du conseil communal habilités à recevoir ces candidatures. Le Conseil communal est compétent pour la sélection des candidats par arrêt motivé.

Article 6

Les représentants auprès du CCA se divisent en deux catégories de membres qui habiteront effectivement à ... ou du moins participeront régulièrement à un groupe d'ânés ayant ses activités à

- a) les membres ayant voix délibérative :
- a1 : l'Echevin(e) des Affaires sociales
 - a2 : le Président du CPAS
 - a3 : les membres effectifs par les organisations et les membres agréés par le collège et le conseil communal et, en cas d'absence, un de leurs suppléants. Pour être adms à siéger, le droit de vote, il est expressément requis :
 - d'avoir atteint l'âge de 60 ans
 - de n'avoir aucun mandat politique.

En aucun cas une même personne ne pourra disposer de plusieurs voix. Le nombre de membres du Conseil consultatif est fixé par le Collège qui veillera à un bon équilibre entre les différents représentants. Il ne peut dépasser le nombre membres du Conseil communal.

- b) les membres ayant voix consultative (sans droit de vote)
- b1 : un(e) secrétaire faisant partie du personnel de la commune de ... désigné(e) par le Collège;
 - b2 : un ou plusieurs personnes "ressources"

Article 7

En cas de démission, de décès, ou d'absence due à un cas de force majeure, un membre suppléant remplace d'office le membre effectif. Il sera procédé à la désignation d'un nouveau suppléant conformément aux règles prévues à l'article 6 uniquement en cas de démission ou décès.

Article 8

Le Conseil choisira parmi ses membres effectifs, avec voix délibérative – au scrutin secret – un(e) Président et un(e) Vice-Président(e). Ces deux personnes formeront avec le(a) secrétaire ensemble le Bureau et leur mandat sera de 2 ans; renouvelable une seule fois. L'Echevin(e) des Affaires sociales sera membre de droit de ce Bureau qui aura à charge de faire suivre les avis aux autorités compétentes.

Article 9

- a) la qualité de membre effectif ou suppléant se perd :
- par décès ou démission;
 - par l'absence non motivée à trois réunions successives;
 - lorsque l'association représentée ou le délégué ne remplit plus les conditions exigées aux présents statuts.
- b) la durée du mandat est limitée à 2 ans. Ce mandat est gratuit et renouvelable.
- c) Les représentants d'un groupement dont le siège serait déplacé en-dehors du territoire de la Commune sont démissionnaires d'office.

TITRE III – ORGANISATION DES SEANCES

Article 10

Le Conseil se réunit au moins trois fois par an. Les convocations, signées par le Président et le Secrétaire, sont adressées par simple lettre. Le Bureau propose l'ordre du jour de chaque séance et y ajoute tout point présenté par écrit par un membre effectif ou suppléant et ayant comme objet effectivement et spécifiquement des problèmes des ânés, huit jours au moins avant la séance. L'ordre du jour définitif sera transmis aux membres trois jours avant la date de la séance

Toutes les réunions se tiennent dans un local mis à la disposition du CCA par la Commune. Les réunions auront lieu un jour de semaine.

Article 11

La CCA peut créer en son sein des Commissions chargées d'étudier des problèmes spécifiques à des groupes particuliers de personnes âgées. Les avis de ces commissions sont transmis au Bureau qui les portera à la connaissance du CCA.

Article 12

Les convocations se font au moins 15 jours avant la réunion. La convocation comporte la proposition d'ordre du jour de la séance.

Article 13

Les avis et les décisions adoptées par le Conseil Consultatif siégeant dans les formes statutaires, seront transmis dans le plus bref délai au Collège. Les instances compétentes doivent faire connaître au Conseil Consultatif, dans un délai raisonnable, et au plus tard lors de la prochaine séance du Conseil Consultatif, les suites données à ces avis.

Article 14

Les séances ne sont pas publiques; cependant, les membres du Collège, du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale sont autorisés à y assister.

Les conseillers communaux ou de l'Action sociale désirant être informé régulièrement des travaux du conseil, en font la demande écrite au Président. Les rapports de réunions et documents envoyés aux membres leur seront envoyés.

Article 15

Une liste des présence sera dressée au début de chaque réunion. Le Conseil sera valablement constitué dès que la moitié de ses membres seront présents. Les votes seront acquis à la majorité simple. Le résultat de tous les votes sera repris au procès-verbal des séances et l'avis des minorités sera communiqué au Collège.

Article 16

Le Secrétaire établira un procès-verbal de chaque réunion. Celui-ci sera approuvé ensuite, au début de la réunion suivante.

Article 17

Tous les frais de fonctionnement et l'administration sont à charge de la commune. Il n'est pas distribué de jetons de présence. Aucune fonction n'est rétribuée.

Article 18

Tous les avis et propositions sont transmis aux membres du CCA et aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Monsieur le Bourgmestre explique qu'au vu du vieillissement de la population, la commune est consciente que les personnes âgées doivent être entendues à tous les niveaux de la politique, et notamment au niveau de la commune. Le service des seniors est assez actif depuis de nombreuses années, tant pour assurer un relai entre l'administration communale et les seniors que pour leur permettre de rencontrer d'autres personnes. En d'autres mots, renforcer leur insertion sociale et citoyenne. Ainsi, chaque fin d'année, les seniors de + de 55 ans reçoivent un courrier reprenant les différentes activités proposées pour l'année suivante :

- chaque mois : une excursion, une exposition...
- des cours de gymnastique spécifiques aux seniors (donnés par un kinésithérapeute)
- des cours d'initiation à l'informatique
- de temps en temps des nouveautés (par exemple des cours de remise à niveau des connaissances relatives au code de la route et à la mobilité).

Par ailleurs, une commission consultative de la mobilité est en place, et comprend de nombreux seniors. Différentes associations travaillent avec les aînés et sont présentes lors des tables rondes sports, et de nombreuses réunions d'information en matière de santé ont été organisées avec succès.

Le service craint que la création d'un conseil consultatif des aînés n'empiète sur les différents conseils ou commissions existants au sein de l'administration communale d'Etterbeek, et qui intègrent déjà bon nombre de seniors.

Cependant, il propose d'effectuer un sondage auprès de ces personnes pour connaître l'intérêt qu'ils verraient pour la création de ce conseil des aînés ainsi que pour les thèmes qu'ils voudraient éventuellement y voir aborder. Ils auraient également la possibilité d'introduire leur candidature pour cet organe, le cas échéant.

Madame Corinne DE HENAU dit que les séniors sont une compétence transversale, et qu'un tel conseil serait utile pour plus de cohérence. Elle ajoute qu'il ne suffit pas d'informer ces personnes sur les loisirs, mais qu'elles veulent devenir des citoyens actifs.

Monsieur le Bourgmestre lui répond que beaucoup de ces aspects existent déjà.

Mevrouw Corinne DE HENNAU legt haar interpellatie uit :

In Etterbeek is 18% van de bevolking meer dan 60 jaar oud (hetzij 7.230 personen) waarvan een groot aantal vrouwen vanaf 70 jaar.

Op aanvraag van talrijke inwoners van Etterbeek, en in het kader van het programma van de democratische partijen, gericht op de steun voor de autonomie van de senioren in onze maatschappij, en om hun sociaal- en burgerlijke inschakeling te versterken, zou de Gemeente Etterbeek niet de oprichting van een Adviesraad voor Senioren voorzien?

De oprichting van deze raad zou een perfect antwoord kunnen zijn op de zorg, ontwikkeld in hoofdstuk I van het Algemeen beleidsverklaring, te weten de participatie van al de inwoners aan te moedigen.

In dit opzicht lijkt het dat de adviesraden van Etterbeek hun nut en belang aangetoond hebben en talrijke projecten veroorzaakt hebben.

Dit adviesraad zou de participatie van de senioren toelaten alsook die van al de verenigingen die ze vertegenwoordigen. De adviesraad zou de projecten onderzoeken betreffende het beleid genomen door het College: beleid genomen voor de verbetering van de mobiliteit, de toegang tot sport en ontspanning, een drastische vermindering van de digitale kloof, de ontwikkeling van intergenerationale ruimtes in al de wijken, toegang tot de gezondheidszorgen enz...

Dit zou de plaats bij uitstek kunnen zijn voor de evaluatie van de genomen acties gericht op de sociale inschakeling, op de rechten van de senioren en dit met het oog op de verbetering van hun levenskwaliteit en hun participatie aan het leven van onze Gemeente.

Zo nodig zal u in bijlage een project vinden voor de statuten, die natuurlijk moeten aangepast worden aan de bestaande toestand in Etterbeek.

STATUTEN VAN DE ADVIESRAAD VOOR SENIOREN

TITEL 1 : NAAM, ZETEL, DOEL.

Artikel 1

Er wordt een Adviesraad voor de Senioren of voor de ouderen van de Gemeente Etterbeek opgericht. Deze Raad zal als adviesraad optreden. De beslissingsbevoegdheid wordt uitsluitend uitgevoerd door het College en de Gemeenteraad.

Artikel 2

De zetel van de Adviesraad voor de Senioren is gevestigd op het Gemeentehuis van Etterbeek.

Artikel 3

De Adviesraad voor de Senioren brengt zijn advies uit over elke vraag die hem voorgelegd wordt door het Schepencollege, door de Gemeenteraad of door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn. Hij kan ook op eigen initiatief bij deze drie officiële instanties handelen via het College.

Artikel 4

Het doel van de Adviesraad voor de Senioren bestaat erin de specifieke behoeften en belangen van de bejaarden te onderzoeken en ze bij het College kenbaar te maken om ze op een transversale manier te behandelen.

TITEL 2 : STRUCTUUR – SAMENSTELLING VAN DE RAAD.

Artikel 5

De Adviesraad voor Senioren bestaat uit:

- a) Vertegenwoordigers van de verenigingen van de senioren waarvan de zetel op het grondgebied van Etterbeek gelegen is en die op het grondgebied van de gemeente werkelijk activiteiten uitoefenen;
- b) Senioren, wonende te Etterbeek, afgevaardigd door de federatie van de gepensioneerden op het nationaal vlak en werkelijk activiteiten uitvoeren op het grondgebied van Etterbeek;
- c) Voor een maximum aantal van 40%: van de senioren ouder dan 60 jaar wonende in Etterbeek. De kandidaturen moeten voorgelegd worden aan de leden van de Adviesraad voor Senioren (zie punt a en b) en aan de toezichthoudende Schepen.
Niettemin moeten de kandidaten voldoen aan de volgende criteria:
 - c.1 geen politiek mandaat uitoefenen;
 - c.2 niet deel uitmaken van een anti-democratische beweging, welke deze ook mag zijn;
 - c.3 de verbintenis aangaan om geen proselitisme te maken in de Raad;
 - c.4 de verbintenis aangaan om elk lid respect aan te tonen zowel voor wat de taal, de filosofie, de godsdienst betreft alsook als man of vrouw;
- d) Afgevaardigden van het Bestuur en/of van de Gemeenteraad en de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.
- e) Maximum 2/3 van de leden moet tot hetzelfde geslacht behoren. Indien er minder mannelijke of vrouwelijke kandidaturen aanwezig zijn kan de Gemeenteraad een afwijking toestaan en een procedure vastleggen om de toestand te verhelpen.
- f) De Gemeenteraad bepaalt, indien hij het wenst, de gevallen waarin de raadpleging van de Adviesraad voor Senioren verplicht is. Alle leden van de Adviesraad voor Senioren zijn erkend door het College van Burgemeester en Schepenen.
- g) Het College zal een oproep tot de kandidaatstelling indienen, uitgebreid met de kandidatuurvoorwaarden, met het termijn voor het indienen van de kandidatuur en het adres van de persoon of van de Gemeenteraad bevoegd voor de selectie van de kandidaturen via een gemotiveerd arrest.

Artikel 6

De vertegenwoordigers bij de Adviesraad voor Senioren worden onderverdeeld in twee categorieën van leden die werkelijk in Etterbeek wonen of die ten minste regelmatig deel uitmaken van een groep senioren waarvan de activiteiten in Etterbeek plaatsvinden.

- a) De leden met een beraadslagende stem:
 - a.1 De Schepen van Sociale zaken
 - a.2 De Voorzitter van het O.C.M.W.
 - a.3 De effectieve leden afgevaardigd door de verenigingen en de leden erkend door het College en de Gemeenteraad en, bij afwezigheid, door één van hun plaatsvervangers.
Om te mogen zetelen en het stemrecht uit te oefenen, is het uitdrukkelijk vereist :
 - De leeftijd van 60 jaar bereikt te hebben
 - Geen politiek mandaat uit te oefenen.

In geen geval zal éénzelfde persoon over verschillende stemmen mogen beschikken. Het aantal leden van de Adviesraad voor Senioren wordt door het College vastgelegd die zal zorgen voor een goede evenwicht tussen de verschillende vertegenwoordigers. Het aantal leden mag het aantal van de Gemeenteraadsleden niet overschrijden.

- b) De leden met adviserende stem (zonder stemrecht):
 - b.1 Een secretaris/secretaresse, deel uitmakende van het gemeentepersoneel van Etterbeek en aangeduid door het College.
 - b.2 Een of meerdere experts

Artikel 7

In geval van ontslag, overlijden of in geval van afwezigheid door overmacht, zal een plaatsvervangende lid het effectieve lid ambtshalve vervangen. Alleen in geval van ontslag of overlijden zal een nieuwe plaatsvervanger aangesteld worden overeenkomstig de regels bepaald bij artikel 6.

Artikel 8

De Raad zal tussen zijn effectieve leden, met beraadslagende stem – bij geheime stemming – een Voorzitter/Voorzitster en twee Vice-Voorzitters/Vice-Voorzitsters. Deze twee personen zullen samen met de secretaris/secretaresse het Bureau vormen; hun mandaat zal twee jaar duren en zal slechts éénmaal verlengbaar zijn. De Schepen voor Sociale Zaken zal van rechtswege lid zijn van dat Bureau dat als opdracht zal hebben de adviezen aan de bevoegde overheden over te maken

Artikel 9

- a) De hoedanigheid van effectief lid of plaatsvervanger werdwijnt:
 - bij overlijden of ontslag;
 - bij niet gerechtvaardigde afwezigheid op drie opeenvolgende vergaderingen;
 - wanneer de vertegenwoordigde vereniging of de afgevaardigde niet meer aan voorwaarden voldoet welke door de onderhavige statuten vereist zijn.
- b) De duur van het mandaat is beperkt tot 2 jaar
Dit mandaat is kosteloos en is verlengbaar.
- c) De vertegenwoordigers van een groepering waarvan de zetel buiten het grondgebied van de Gemeente zou verplaatst zijn, zijn van ambtswege ontslagnemend.

TITEL 3 : ORGANISATIE VAN DE VERGADERINGEN.

Artikel 10

De Raad vergadert minstens drie keer per jaar. De oproepingsbrieven, ondertekend door de Voorzitter en de Secretaris, worden per eenvoudig schrijven opgestuurd. Het Bureau stelt de dagorde van elke vergadering vast en voegt elk punt bij dat schriftelijk door een effectief lid of een plaatsvervanger ingediend werd houdende een onderwerp dat effectief en specifiek een probleem met betrekking op de senioren aangaat, en dit minstens acht dagen door de vergadering. De definitieve dagorde zal aan de leden drie dagen voor de datum van de vergadering overhandigd worden.

Alle vergaderingen worden in een lokaal gehouden dat door de Gemeente aan de Adviesraad voor de Senioren ter beschikking gesteld werd. De vergaderingen zullen één keer per week, op een werkdag, plaatsvinden

Artikel 11

De Adviesraad voor de Senioren mag in zijn midden Commissies oprichten die zouden belast zijn met het bestuderen van de specifieke problemen eigen aan bepaalde groepen van bejaarde mensen. De adviezen van deze Commissies zullen overgemaakt worden aan het Bureau die ze ter kennis zal brengen aan de Adviesraad voor de Senioren

Artikel 12

De oproepingen gebeuren minstens 15 dagen voor de vergadering. De oproepingsbrief bevat het voorstel van de dagorde van de zitting.

Artikel 13

De adviezen en beslissingen goedgekeurd door de Adviesraad zetelende in de statutaire vormen, zullen in de kortst mogelijke tijd aan het College overgemaakt worden. De bevoegde instanties moeten, binnen een redelijke termijn en ten laatste tijdens de volgende zitting van de Adviesraad, de gevolgen, die aan deze adviezen gegeven werden, kenbaar maken.

Artikel 14

De zittingen zijn niet openbaar; niettemin mogen de leden van het College, van de Gemeenteraad en van Raad voor Maatschappelijk Welzijn ze bijwonen. De Gemeenteraadsleden of de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn die wensen regelmatig op de hoogte te blijven van de werken van de Raad moeten dit schriftelijk aan de Voorzitter aanvragen. De verslagen en de documenten die aan de leden opgestuurd worden zullen hun dan opgestuurd worden.

Artikel 15

Bij elke zitting zal er een aanwezigheidslijst opgesteld worden. De Raad zal wettig samengesteld zijn van zodra de helft van de leden aanwezig zal zijn. Er zal gestemd worden bij eenvoudige meerderheid. Het resultaat van alle stemmingen zal op het proces-verbaal van de zittingen vermeld staan en het advies van de minderheden zal aan het College medegedeeld worden

Artikel 16

De Secretaris zal van elke vergadering een proces-verbaal opstellen. Deze zal bij de het begin van de volgende zitting goedgekeurd worden.

Artikel 17

Alle werkings- en administratiekosten vallen ten laste van de Gemeente. Er worden geen zitpenningen toegekend. Geen enkele functie wordt vergoed.

Artikel 18

Alle adviezen en voorstellen worden aan de leden van de Adviesraad voor Senioren en aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen overgemaakt.

De heer Burgemeester legt uit dat gelet op de vergrijzing van de bevolking, de Gemeente bewust is dat de bejaarde personen op alle politieke niveaus zouden moeten gehoord worden en in het bijzonder op het niveau van de Gemeente. De dienst voor de Senioren is al meerdere jaren zeer actief, zowel om als bemiddelaar op te treden tussen het gemeentebestuur en de senioren alsook om hen toe te laten andere personen te ontmoeten. Met andere woorden om hun sociale en burgerlijke integratie te versterken. Zodus, telkens op het einde van het jaar, ontvangen de 55-plussers een «gids» over de activiteiten voor het komende jaar, zoals bijvoorbeeld:

- elke maand: een uitstapje, een tentoonstelling, ...;
- specifieke turnlessen voor de senioren (gegeven door een kinesitherapeut);
- initiatielessen informatica;
- af en toe nieuwheden (bij voorbeeld het up-to-date stellen van de kennis op het gebied van de verkeersregels en de mobiliteit;

Bovendien werd een mobiliteitsadviesraad opgestart en die talrijke senioren bevat. Verschillende verenigingen werkende met de «oudere» en die aanwezig zijn tijdens rondetafels, zoals bijvoorbeeld voor sport, talrijke informatievergaderingen op het gebied van de gezondheid, ... kenden een groot succes.

De dienst vreest dat de oprichting van een adviesraad voor Senioren zou kunnen uitbreiden ten kosten van de verschillende bestaande raden of commissies in het gemeentebestuur van Etterbeek, en die al een reeks senioren integreren.

Niettemin stelt deze voor om een opiniepeiling bij deze personen uit te voeren om op de hoogte te zijn van hun belangen of hun interesse bij de oprichting van deze adviesraad voor de senioren plus ook nog voor wat de thema's, die ze eventueel zouden aanspreken, betreft.

Mevrouw Corinne DE HENAU zegt dat de senioren een transversale bevoegdheid vormen, en dat zo'n raad wel nuttig zou zijn om een beetje meer cohesie te hebben. Ze zegt ook dat het niet alleen voldoende is om deze personen over hun vrijetijdsbesteding in te lichten maar dat ze ook actieve burgers willen worden.

De heer Burgemeester antwoordt haar en zegt dat er al veel van bestaat.

- (29) Interpellation de Mme Gisèle MANDAILA relative aux chiens dits dangereux.
Interpellatie van Mevrouw Gisèle MANDAILA betreffende de zogezegde gevaarlijke honden.**

Madame Gisèle MANDAILA expose sont interpellation.

Il y a quelques mois un drame s'est vécu dans la commune de Chapelle-lez-Herlaimont, causé par des chiens dit "dangereux". Jusqu'à présent, aucun scientifique n'explique la folie meurtrière soudaine de ces chiens. Cette commune a pris des mesures pour interdire ces chiens dans leur commune ou pour imposer le port de muselière. Récemment, le regretté Bourgmestre d'Anderlecht, Jacques Simonet, a pris des mesures semblables, interdisant la présence des chiens dit dangereux sur le territoire de sa commune. Notre commune est souvent citée comme pionnier et/ou modèle, dans beaucoup de matière, tel que le conseil consultatif des personnes handicapées, la mobilité, pour ne citer que celles-là. Dès lors, je souhaiterais savoir, si des mesures telles que celles prises dans ces deux communes existent dans notre commune et si tel n'est pas le cas, la commune songe-t-elle à y remédier?

Monsieur le Bourgmestre répond qu'il voulait justement changer le Règlement général de police à ce sujet, mais que le Règlement d'Anderlecht ne résout pas tout. Certaines localités prévoient des comités d'experts en dangerosité des chiens, des listes de chiens dangereux,... Il faut que nous recueillions l'avis de spécialistes, et puis nous reviendrons avec un nouveau texte.

Mevrouw Gisèle MANDAILA legt haar interpellatie uit.

Enkele maanden geleden, heeft de Gemeente Chapelle-lez-Herlémont een verschrikkelijke drama meegemaakt, die veroorzaakt werd door de zogezegde «gevaarlijke» honden.

Tot nu toe kon de wetenschap de plotse moorddadige waanzin van deze honden niet uitleggen.

De Gemeente heeft maatregelen genomen om deze honden in de Gemeente te verbieden of hen het dragen van een muilkorf te verplichten.

Onlangs had de diepbetreurde Burgemeester van Anderlecht, Jacques Simonet, dergelijke maatregelen genomen houdende het verbod van gevaarlijke honden op het grondgebied van zijn Gemeente

Onze Gemeente, geachte heer Voorzitter, wordt vaak geciteerd als pionier en/of als model op talrijke gebieden zoals de Adviesraad voor gehandicapte personen, de mobiliteit, om maar dezen te noemen.

Dus, zou ik graag willen weten of er dergelijke maatregelen, die in deze twee Gemeenten genomen werden, in onze Gemeente bestaan, en indien dit niet het geval was, hoe denkt de Gemeente dit te verhelpen ?

De heer Burgemeester antwoordt dat hij juist het algemeen politiereglement wilde veranderen voor wat dit betreft, maar dat het reglement van Anderlecht lost niet alles op. Sommige plaatsen voorzien comités van experts op het gebied van de gevaarlijkheid van de honden, lijsten met de gevaarlijk honden,...Het is noodzakelijk dat we over het advies van specialisten zouden kunnen beschikken, en dan zouden we met een nieuwe tekst kunnen beginnen.

URGENCE - SPOEDEISENDEHEID

(30) Journée sans voiture du 23 septembre 2007 - Règlement d'administration intérieure. Dag zonder auto van 23 september 2007 - Reglement van inwendig bestuur.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 16 mai 2007 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 23 septembre 2007 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que, le 25 juin 2007, le Conseil communal a décidé de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes autorisées pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRÊTE

Article unique

L'accord conclu le 16 mai 2007 entre le bourgmestre de la commune d'Etterbeek et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 16 mei 2007 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 23 september 2007 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad op 25 juni 2007 beslist heeft om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel personen met een doorgangsbewijs zich met een voertuig mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT

Enig artikel

Het akkoord dat op 16 mei 2007 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Etterbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

La séance est levée à 21 h 45.

De zitting wordt gesloten om 21 u 45.

PAR LE CONSEIL:
NAMENS DE RAAD

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Christian DEBATY

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Vincent DE WOLF